

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

***L'effet des régimes de change sur le chômage en
Algérie : Approche en modèle Logit-Probit***

Préparé par :

- BOUAISSAOUI Maria
- MAHMOUDI Rebiha

Dirigé par :

Mme ZIDAT Rafika

JURY :

Président : Mme Mahfoud

Examineur : Mr Souman

Rapporteur : Mme ZIDAT Rafika

Année universitaire : 2020/2021

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

À mes très chers parents pour leur soutien et leurs encouragements auxquels je ne pourrai rendre assez. Que Dieu les protège, leur donne longue vie et les comble de bonheur.

Mes chers frères et sœurs qui me donnent de judicieux conseils et m'encouragent à persévérer. Je vous souhaite une parfaite réussite dans votre vie. Que Dieu soit avec eux !

À mes frères : Yanis, amine

A toutes ma famille, mes collègues, mes amis.

À ma chère binôme : Rebiha

À toute la promotion 2021 Master 2 « EQ »

Maria

Je dédie ce modeste travail :

À la mémoire de ma grand-mère, que Dieu l'accueille dans son vaste Paradis ;

À mes très chers parents pour leur soutien et leurs encouragements auxquels je ne pourrai rendre assez. Que Dieu les protège, leur donne longue vie et les comble de bonheur ;

Mes chers frères et sœurs qui me donnent de judicieux conseils et m'encouragent à persévérer. Je vous souhaite une parfaite réussite dans votre vie. Que Dieu soit avec eux !

À mes très chères sœurs : Rima, Safa, Celia, Dina

À mes nièces : Lina, Cerine, Inas et Sarah Lynn

À mes neveux : Siffe Dinne, ALI

À mon frère : Lounis

À ma chère binôme : maria

À toutes ma famille, mes collègues. Mes amis

À toute la promotion 2021 Master 2 « EQ »

Rebiha

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier le bon dieu tout puissant de nous avoir donné la force et le courage d'accomplir nos objectifs et de mener à bien ce projet de fin d'étude.

Notre plus grande gratitude va à Madame ZIDAT Rafika notre promotrice, pour la confiance qu'elle nous a accordée dans la réalisation de notre projet de fin d'études.

Nos sincères remerciements iront également à l'ensemble de nos enseignants pour l'aide qu'ils nous ont apportés.

Enfin nous remercions toutes les personnes ayant contribuées de près ou de loin, qui nous ont aidé lors de la rédaction de ce mémoire, que nous espérons sera un document de travail et d'orientation pour les futures promotions.

Merci

Liste des abréviations

- ❖ FMI : fondement monétaire international
- ❖ LYS : Levy-Yeyati et Sturzenegger
- ❖ RR : Reinhart et Rogoff
- ❖ NF : nouveau franc
- ❖ USD : Dollar American
- ❖ M2 : masse monétaire
- ❖ PIB : indicateur économique permettant
- ❖ PAS : Programme d'ajustement structurel
- ❖ ONS : office national des statistiques
- ❖ ONAMO : Office National de la Main d'Œuvre
- ❖ PECO : pays de l'Europe Centrale et Orientale
- ❖ UE : l'union européenne
- ❖ OCED : organisation de coopération et de développement
- ❖ TCH : Le taux de chômage

Liste des tableaux

| Numéro | Liste des Tableaux | Page |
|---------------|---|-------------|
| 01 | Évolution des catégories de régimes de change du rapport annuel sur les arrangements et restrictions de change du FMI | 12 |
| 02 | Classification de régimes de change par le FMI (depuis 1998) | 14 |
| 03 | Critères de classification des régimes de change par LYS | 16 |
| 04 | Classification de LYS et comparaison avec les régimes de jure | 17 |
| 05 | La composition du panier de référence | 21 |
| 06 | Estimation de modèle logit | 65 |
| 07 | Estimation de modèle probit | 66 |
| 08 | Estimation de modèle logit | 68 |
| 09 | Estimation de modèle probit | 70 |
| 10 | table de prédictions et des reresultats attendus | 72 |

Liste des Graphes

| Numéro | Graphe | page |
|---------------|--|-------------|
| 01 | L'évolution de la croissance de PIB En Algérie | 33 |
| 02 | Évolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 1970-2019 | 37 |
| 03 | Graphe représente la balance extérieure en Algérie | 41 |
| 04 | Graphique représentant l'évolution du taux de chômage en Algérie | 43 |

Sommaire

| | |
|--|----|
| Introduction Générale | 01 |
| Chapitre 01 : les régimes de change en Algérie : approche théorique | |
| Introduction..... | 06 |
| Section 01 : Généralité sur les régimes de change | 07 |
| Section 02 : la classification des régimes de change..... | 11 |
| Section 03 : l'évolution des régimes de change en Algérie..... | 19 |
| Conclusion | 29 |
| Chapitre 02 : Régime de change et chômage :socle théorique | |
| Introduction..... | 31 |
| Section 01 : l'incidence des régimes de change sur performance économique..... | 32 |
| Section 02 : Généralité sur le chômage..... | 45 |
| Section 03 : analyse de relation entre le régime de change et le taux de chômage | 54 |
| Conclusion..... | 57 |
| Chapitre 03 : Effets des régimes de change sur le chômage en Algérie : une analyse en logit- Probit | |
| Introduction..... | 59 |
| Section 01 : : La modélisation logistique : Logit-Probit binaire..... | 60 |
| Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire..... | 63 |
| Conclusion..... | 74 |
| Conclusion Générale..... | 76 |
| Bibliographie..... | 79 |
| Annexes..... | 84 |
| Table des Matières..... | 87 |

Introduction générale

Introduction générale

Les caractéristiques géographiques, historiques, sociales, culturelles et démographiques des pays du monde ont donné lieu à des différences, à tous les niveaux, entre leurs économies respectives.

La spécialisation dans la production de biens et de services et/ou la compétitivité entre différents pays détermine la conduite des échanges entre les différentes parties du monde ; C'est le cœur de l'économie internationale. Pour y parvenir, un intermédiaire doit être développé, et pour celui-ci est souvent intéressé par combien de monnaie doit être cédée pour obtenir un bien ou un service d'un autre pays, et c'est la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'étranger. La valeur de ces monnaies les unes par rapport aux autres résultent non seulement de la rencontre avec la valeur intrinsèque des biens et services échangés mais aussi des nombreuses variables qui interviennent et influencent la valeur de ces monnaies et les taux de change qu'elles induisent.

Le but de tout pays à travers ses acteurs économiques est de bénéficier de ces échanges internationaux. La relation entre les monnaies qui sont affectées par plusieurs facteurs, une fois identifiées, n'est ni définitive ni neutre, c'est sans doute un outil capable d'agir et d'influencer d'autres variables dans l'économie, le taux de change est au cœur des relations économiques internationales à cet égard.

Dans le cadre d'une politique économique globale et cohérente, la politique de change est l'une des principales préoccupations des décideurs publics, au même titre que la politique monétaire ou budgétaire. A vrai dire, l'objectif ultime des politiques économiques est l'aboutissement des objectifs du carré magique, à savoir : la stabilité des taux d'inflation, la croissance économique, solde de la balance commerciale et le plein emploi.

Contrairement à la politique monétaire, qui s'intéresse à la valeur interne de la monnaie (le pouvoir d'achat d'une unité monétaire en termes de biens et services sur le territoire national), la politique de change se concentre sur la valeur d'une monnaie externe (le pouvoir d'achat d'une unité monétaire en termes de devises étrangères). Cette importance stratégique du taux de change est liée au fait qu'il est au cœur des relations entre les pays, puisqu'il mesure les taux de change les uns par rapport aux autres. Dans un monde globalisé totalement dépourvu de régulation, les économistes cherchent à comprendre les évolutions de taux de change de plus en plus volatils et leurs déterminants multiples et interdépendants.

Introduction générale

Que ce soit au sein d'instances internationales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, ou parmi des théoriciens et économistes de renommée, l'une des principales questions qui est constamment débattue est le choix du régime de change.

Pour développer les standards de ces échanges externes et internes, beaucoup ont décidé d'arrêter le commerce de l'or au début des années 70, annonçant le début d'un nouveau système monétaire caractérisé par la flexibilité, la rapidité et le risque, en plus des fluctuations fréquentes des devises les unes par rapport aux autres, ce qui a rendu difficile l'égalisation des taux de change. Ce dernier est devenu l'une des variables de base les plus importantes qui contribuent à l'allocation optimale des ressources.

En Algérie, le dinar algérien est devenu plus efficace et a de la valeur pour atteindre des taux de croissance appropriés et le niveau des prix généraux.

Le choix du système de taux de change est d'une grande importance. Il remet en cause la politique économique d'un pays, sa marge de manœuvre et sa méthode d'ajustement macroéconomique.

Le régime de change fixe suppose la définition d'une parité standard entre la monnaie du pays considéré et une monnaie (ou panier de monnaies), avec laquelle la banque centrale s'engage à échanger sa monnaie. Lorsque le marché des changes est libéralisé, le respect de cette obligation nécessite d'intervenir sur le marché des changes dès que le taux de change s'éloigne de la parité fixée, en achetant la monnaie nationale si la monnaie a tendance à baisser sur le marché des changes. Lorsque le marché des changes est contrôlé, la monnaie n'est pas convertible et la parité est arbitrairement définie et artificiellement soutenue.

Dans un régime de change flexible, au contraire, il n'y a pas d'obligation sur le taux de change, qui évolue librement (flottant pur), mais la banque centrale renonce au contrôle du taux de change nominal, qui est fixé sur le marché des changes. Par conséquent, le flottement s'applique en principe à un marché des changes libéralisé.

Subséquentement, le choix des régimes de change est l'une des contestations les plus débattues au niveau international. Effectivement, l'optimisation des performances macroéconomiques, au niveau interne et externe d'un pays, passe, entre autre, par une formation d'un régime de change adéquat. Par conséquent, notre objectif de recherche dans ce manuscrit est ***la détermination de l'effet des différents régimes de change adoptés par l'Algérie sur le niveau du chômage.***

Le chômage est un défi majeur pour toutes les économies du monde. Aucune société, quel que soit son niveau de développement économique, n'est à l'abri de ce phénomène,

Introduction générale

devenu un sujet central du discours politique. De plus, le chômage apparaît pour diverses raisons, dont l'évolution de la démographie, l'inadéquation des compétences, le manque d'emplois décents et permanents, la crise économique mondiale, et l'appel à la main-d'œuvre étrangère, qui sont des facteurs qui expliquent les taux de chômage élevés en Algérie. De plus, elle a une influence décisive sur la croissance et la prospérité de l'économie.

Dans ce sillage, notre travail s'interroge sur l'analyse de la relation entre les régimes de change et le taux de chômage. Ceci nous amène à poser la question suivante

« Quelles sont les effets des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie ? »

De cette question découle quelques interrogations élémentaires afin d'apporter des éléments de réponse à notre questionnement

- Quels sont les différents types de régime de change, les avantages, les inconvénients, et quelle est leur classification ?
- Quelles sont les différentes étapes de l'évolution de la politique de change en Algérie ?
- Est-ce qu'il y a une relation entre les régimes de change et les indicateurs macroéconomiques : la croissance de PIB, le taux d'inflation, taux de chômage et la balance commerciale ?

Afin de répondre à notre problématique centrale, nous avons supposé les hypothèses de recherches suivantes :

Hypothèse 01 : il existe deux mécanismes différents qui transmettent l'effet des régimes de change sur le taux de chômage, l'un de ce mécanisme a un effet positif sur le chômage et un autre a des effets négatifs sur le taux de chômage.

Hypothèse 02 : l'application d'un régime de change fixe a un effet positif sur le taux de chômage.

Ces hypothèses sont mises en place par rapport à la littérature empirique. En effet selon certains auteurs, en citant FELDMANN.H (2013), à travers ses études, il a constaté que le passage d'un régime de change flexible à un ancrage dur est le plus admissible pour réduire le chômage. Aussi, il a conclu qu'il existe un apport positif des régimes de change sur le taux de chômage, Toutes fois le choix du régime de change dépend de plusieurs ingrédients pour aboutir à de meilleures performances économiques. Ensuite Belke, Hebler et Riboud et alii (2002), à travers leurs recherches, ils ont prouvé que la variabilité du taux de change à un impact négatif significatif sur le taux de chômage.

La réalisation de notre étude, demande une approche économétrique par l'analyse de modèle Logit – Probit binaire en utilisant logiciel Eviews ; version 10, pour tester la

Introduction générale

significativité de l'effet des régimes de change fixe et flottant géré sur les variables choisies qui sont : le PIB, le taux inflation, la balance commerciale, et essentiellement le taux de chômage.

La rédaction de notre mémoire sera structurée en trois chapitres. Le premier chapitre consacré à un rappel théorique sur les régimes de change. Le second chapitre représente régime de change et chômage : socle théorique. Dans le troisième dernier chapitre, il est consacré aux effets des régimes de change sur le chômage en Algérie une analyse en Logit – Probit, durant la période (1970-2019). Enfin, nous terminerons notre travail par une conclusion qui résume les résultats essentiels de notre travail, les recommandations ainsi que les perspectives de recherche.

Chapitre 01

Les régimes de change en Algérie : approche théorique

Introduction

Le régime de change est l'ensemble des règles et principes qui déterminent l'intervention des autorités monétaires sur le marché des changes et donc sur le comportement du taux de change. Il existe une très grande variété des régimes de change qui se divise en trois types essentiels : les régimes de changes fixes, flottants et les régimes de change intermédiaires. Nous pouvons avancer ainsi, que le système de taux de change comme l'évolution de taux de change d'une monnaie par rapport aux autres monnaies (par exemple : une pièce de monnaie par une autre pièce). Ce sont les banques centrales qui sont en charge du régime de change du pays ou de la zone à laquelle sont rattachées.

Nous représentons, ainsi, ce chapitre sous trois sections. La première sera consacrée à la présentation des différents types des régimes de change tels que : les régimes de changes fixes, intermédiaires et flottants, nous évoquerons aussi les avantages et les inconvénients de chaque modèle de régime de change.

La seconde section de ce chapitre établira une présentation des classifications des régimes de change, à savoir : la classification de jure et la classification de facto.

Enfin, en dernière section, nous aborderons l'évolution des politiques de régimes de change en Algérie, en mentionnant les marchés de change algérien ; les marchés officiels et les marchés parallèle.

Section 1 : Généralité sur les régimes de change

Dans cette section, nous traiterons les concepts des régimes de change avec les différents types de régimes de change et leurs avantages et inconvénients.

1-1 Les types de régime de change

Après l'effondrement du système de Bretton Woods, les économistes ont développé une multitude de régimes de change afin d'y remédier aux lacunes du système de Bretton Woods. En fait, ces différents types de régime de change sont divisés en trois catégories principales : les régimes de change fixe, les régimes de change flexible et intermédiaire.

1-1-1 Les régimes de change fixe

Le régime de change fixe est une décision des autorités monétaires de fixer eux même le taux de change de leur monnaie face aux autres autorités. À vrai dire, ce type de régime est un moyen de contrôler sa monnaie et de pouvoir la dévaluer ou la réévaluer à tout moment. Cela confère un avantage stratégique au pays qui peut adapter le taux de change en fonction de la conjoncture économique. Pour ce faire, les autorités monétaires utilisent leur réserve de change dans les autres devises. Chaque banque centrale dépose des réserves de change dans plusieurs devises.

Entre 1944 et 1992 suite à la conférence de Bretton Woods le dollar s'est vu attribué le titre de monnaie de référence (seul monnaie convertible en or) toutes les devises étaient alors rattachées au dollar par un régime de change fixe. ¹

1-1-2 Les régimes de change intermédiaire

Entre les deux extrêmes ; des régimes de change fixe et des régimes de change flottant, on constate que le système de taux de change intermédiaire se distingue par les fluctuations autorisées par la banque centrale autour de la parité de référence. Le régime de change intermédiaire intègre une composante fixe et une autre flexible, ce qui permet un ajustement rapide aux chocs.

En effet, de nombreux économistes tel que Riehat (1998) et Willinson (2000) ont proposé des systèmes de change qui se situent entre les régimes de change fixe et flottant et les ont appelés les régimes de change intermédiaire qui étaient considérés comme des systèmes de change offrant des opportunités significatives.

¹ Amina. L- REVIL, (1999), « les régimes de change », édition la découverte », paris, page 80

1-1-3 Les régimes de change flottant

Le système de taux de change flottant est un mécanisme où le taux de change est déterminé en général sur le marché financier. Il est, ainsi, déterminé essentiellement sur le marché à travers une libre confrontation entre l'offre et la demande d'une devise. Le taux de change peut alors connaître d'importantes variations en fonction des données économiques publiées (facteurs d'influence sur le taux de change). Subséquemment, la banque centrale n'a aucun objectif de change ; elle laisse fluctuer le cours de sa monnaie au gré de l'offre et la demande sur le marché des changes, aussi la banque centrale abandonne le contrôle de taux de change nominal qui est déterminé sur les marchés. ²

Ces systèmes se caractérisent par leur flexibilité et leur capacité à être modifiés sur la base de certains critères et indicateurs économiques du pays.

1-2 Les avantages et les inconvénients des régimes de change

Il existe plusieurs avantages et inconvénients pour les trois types de régimes de change.

1-2-1 Les avantages et les inconvénients des régimes de change fixe :³ dans ce concept qui est le régime de change fixe on mentionne les différents avantages et inconvénients, d'abord on commence par les avantages en suite les limites

A – les avantages

Parmi les avantages des régimes de change fixe on désigne :

Le régime de change fixe affère une certaine confiance à la monnaie nationale et une mesure de stabilité qui fait de l'expérience du commerce extérieur une grande reprise. Il aide également, le gouvernement à construire une politique économique interne et permet un fonctionnement normal des bourses étrangères, où tant les exportateurs que les fournisseurs ont la possibilité de conclure de futurs accords commerciaux, à moyen ou long terme.

La politique de régime de change fixe contribue, ainsi, à réduire la spéculation, en raison de sa contribution à la réduction des marges de fluctuation des taux de change.

Il est considéré comme un moyen de ressentir le sentiment de puissance économique afin de bien contrôler le statut d'autres indicateurs économiques. En outre, il limite les risques de changes des transactions commerciales et investissement étrangers. Réduit le coût d'accès aux marchés financiers et économiques internationaux et facilite la lutte contre l'inflation.

² Plihon. D, (2001), « les taux de change », 3^e éd – paris : la découverte, page 77

³ Yves. Set et Delphine. L, (2004), « technique financiers international », Edition Économisa, paris, page 122

B – les inconvénients

Parmi les différents inconvénients on a :

L'état doit, donc, disposer d'un mécanisme strict pour protéger la monnaie nationale des risques de change et le niveau de taux de change doit être cohérent avec les données et l'état de l'économie de pays.

L'indépendance de l'autorité monétaire est restreinte afin d'accomplir ses travaux au maximum. Par ailleurs, la banque centrale est tenue de constituer une importante réserve de change afin de maintenir la stabilité de la monnaie nationale.

Le taux de change dans le système de change fixe ne reflète pas toujours la valeur réelle de la monnaie. La valeur réelle de cette dernière peut être surévaluée ou sous-évaluée (la surévaluation de la monnaie nationale nuira aux exportations et augmentera le déficit commercial).

1-2-2 Les avantages et les inconvénients des régimes de change intermédiaires ⁴

Dans ce type de régime de change il existe plusieurs avantages et inconvénients :

A- Les avantages

Parmi les avantages, nous mentionnons le maintien d'un certain degré de flexibilité de taux de change est dû à son rôle dans la stabilisation des variations nominales par rapport au régime de change fixe, contribuant ainsi aux ajustements de prix. La monnaie indépendante mais en revanche un système de taux de change flexible. Le régime de change intermédiaire joue un rôle important dans le prix indicatif intérieur. A sein des économies adoptants ce type de régime, une stabilité relative de taux d'inflation domestique est atteinte par rapport à l'application du régime de change fixe.

B- Les inconvénients

Parmi les inconvénients on désigne ce qui suit :

Si la banque centrale intervient pour rendre le taux de change très proche du taux de change central du système afin de placer le régime de change dans une zone spécifique, le système de taux de change applicable deviendra un taux de change fixe. C'est -à -dire que le régime de change atteindra un équilibre de prix relatif ou réalisera que la stabilité de la monnaie n'a pas le rôle attendu.

⁴ Saïda. Ch., (2011-2012), « les déterminants de taux de change du dinar Algérien et son rôle dans la réalisation de la stabilité économique », thèse de magister de la faculté de science économique, commerciale et gestion, spécialité économique, page 91

Afin de rendre le taux de change proche des échanges réels reflétant la réalité de l'économie nationale, ce type de régime oblige les autorités monétaires à fournir une quantité importante de devises, comme ce qui se passe dans le système de régime de change fixe.

1-2-3 Les avantages et les inconvénients des régimes de change flexibles

Dans ce dernier concept qui est les régimes de change flottant on détermine quelques éléments :

A- Les avantages

À travers les avantages on mentionne ce qui suit :

- Il a la capacité de s'adapter rapidement aux chocs internes et externes ;
- Les banques centrales n'ont pas besoin de grandes quantités de devises en tant que réserve ;
- L'autonomie de la politique monétaire est garantie et aucun moyen de politique économique n'est effectivement mobilisé pour atteindre les objectifs de taux de change, le régime de change flexible donne la liberté de mettre en œuvre la politique monétaire sans être limité par des objectifs de taux de change et des objectifs internes (prix, activités)
- Il garantit l'équilibre permanent de la balance des paiements grâce aux fluctuations continues des taux de change et donne au pays la liberté absolue de suivre toute politique interne qu'il juge appropriée sans restrictions extérieures.
- Contribue au renforcement de l'indépendance de la politique monétaire
- Les cours de changes sont supposés refléter la réalité économique de chaque pays dans la mesure où ils sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande
- Ce système décourage la spéculation.
- La politique monétaire est plus flexible
- Les besoins sont plus conservés pour les réserves de devises pour le défendre au cours de la monnaie

B - Les inconvénients

Au nombre des limites on mentionne quelque un :

- Les fluctuations de la valeur de la monnaie nationale perdent leur confiance dans les agents économiques.⁵
- La devise inspire moins de confiance que celles des régimes de change fixe
- La fluctuation quotidienne des taux de change crée des soupçons et des risques dans le cœur de concessionnaires concernant la valeur des échanges futurs, bien que les risques de change

⁵ En particulier les mouvements des IDE puisque les marchés financiers dérivés offrent aux investisseurs en portefeuille une possibilité de couvrir contre le risque, Idem, page 118-123

puissent être couverts, mais avec l'augmentation des coûts le commerce international et les investissements seront endommagés.

-L'instabilité des taux de change conduit à une exacerbation du phénomène d'inflation mondiale par la détérioration des valeurs des monnaies de plusieurs pays.

-L'inconvénient du système de taux de change flottant est qu'en raison de la volatilité du taux de change, l'adoption de ce système augmentera les coûts de transaction et fera supporter aux entités économiques des risques liés aux risques de taux de change.

-Les variations du taux de change nominale affectent directement les prix intérieurs, ce qui peut être à l'origine de la flambée d'inflation, en particulier lorsque les variations des prix intérieurs sont très sensibles aux taux de change.

Section 02 : la classification des régimes de change

Dans cette section, nous abordons comment les régimes de change sont-ils classés. Deux grandes approches ont été utilisées pour classer les régimes de change : l'approche de jure qui se fonde sur les déclarations des pays et les classifications de facto qui se basent sur leurs actions. Nous exposons tour à tour ces classifications, leurs avantages et leurs limites.

2-1 la classification de jure

Pendant longtemps, le rapport « Exchange Arrangements and Exchange Restrictions » publié annuellement par le FMI depuis 1950 a constitué la principale source d'information sur les régimes de change. Le rapport recense les déclarations de politique de change et de paiements internationaux des pays membres. La classification du FMI (fondement monétaire international) est appelée classification officielle ou classification de juridique. Elle oblige les pays de notifier le système de régime de change qu'ils appliquent appartient à l'une des catégories définies par le FMI.

Comme le montre *le Tableau n° 01* ; il existait deux types de système de régimes de change jusqu'en 1982, on est passé à 4 à partir de 1983 puis à 8 à partir de 1999. Pour décrire la méthode de détermination des différents régimes, considérons le regroupement en quatre grands systèmes utilisé en 1997 et 1998.

Les régimes de change fixes regroupent les unions monétaires, la dollarisation, les caisses d'émission et les systèmes de change fixes conventionnels. Dans ces derniers, les marges de fluctuation du taux de change nominal autour de la parité de référence (par rapport à une devise ou à un panier de devises) sont très étroites, inférieures à 1%. Une seconde

possibilité est que les valeurs maximale et minimale du taux de change doivent demeurer dans des bandes étroites de 2% pendant au moins trois mois (Bubula et Ötker-Robe, 2002).

La flexibilité limitée englobe tous les régimes se situant entre la catégorie fixe et le flottement administré. Les marges de fluctuations sont plus grandes que celles des systèmes fixes. La flexibilité limitée regroupe les systèmes de bandes horizontales de fluctuations autour d'une parité centrale, les crawling pegs et les crawling bands. Les deux catégories restantes sont le flottement administré et le flottement indépendant.

Tableau N°01 : Évolution des catégories de régimes de change du rapport annuel sur les arrangements et restrictions de change du FMI

Volumes 1950-1973

1. Par value or central rate exists--Par value of central rate applied

2. Effective rate other than par value or central rate applicable to all or most transactions: fixed rate or fluctuating rate

Volume 1974, (no mention of par values)

1. Exchange rate maintained within relatively narrow margins in terms of: US Dollar, Sterling, French Franc, group of currencies, and average of exchange rates of main trading partners.

2. Effective rate other than par value or central rate applicable to all or most transactions: fixed rate or fluctuating rate

Volume 1974, (no mention of par values)

1. Exchange rate maintained within relatively narrow margins in terms of: US Dollar, Sterling, French Franc, group of currencies, and average of exchange rates of main trading partners.

2. Exchange rate not maintained within relatively narrow margins

Volumes 1975-1978

1. Exchange rate maintained within relatively narrow margins in terms of: US Dollar, Sterling, French Franc, South African Rand or Spanish Peseta, group of currencies (under mutual intervention arrangements), and composite of currencies.

2. Exchange rate not maintained within narrow margins

Volumes 1979-1982

1. Exchange rate maintained within relatively narrow margins in terms of US Dollar,

Sterling, French Franc, Australian Dollar, Portuguese Escudo, South African Rand or Spanish peseta, a group of currencies (under mutual intervention arrangements), a composite of currencies, and a set of indicators.

2. Exchange rate not maintained within relatively narrow margins

Volumes 1983-1996

Exchange rate determined on the basis of:

1. a peg to: the US Dollar, Sterling, the French Franc, other currencies, and composite of currencies
2. Limited flexibility with respect to: a single currency, cooperative arrangement
3. More flexible arrangements: adjusted according to a set of indicators, other managed floating, and
4. Independently floating.

Volumes 1997-1998

1. Pegged to: single currency, composite of currencies
2. Flexibility limited
3. Managed floating
4. Independent floating

Volumes 1999-2001

1. Exchange arrangement with no separate legal tender
2. Currency board arrangement
3. Conventional pegged arrangement
4. Pegged exchange rate within horizontal bands.
5. Crawling peg
6. Crawling band
7. Managed floating with no pre-announced path for the exchange rate
8. Independently floating

Source: *International Monetary Fund, Annual Report on Exchange Restrictions, 1950-1978 and Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions, 1970-2001.*

Les régimes officiels révèlent les intentions ou promesses des autorités nationales ou politique de régime change international, y compris par fois de politique monétaire. En effet, dans après avoir annoncé un système de taux de changes donné, les autorités ont promis d'utiliser la politique monétaire nécessaire pour réaliser le système promis. Donc la classification juridique est importante dans les domaines où elle devrait fonctionner crucial. Par exemple, l'effectivité de la politique monétaire dépend des anticipations des agents sur son évolution future et sur les autres décisions du gouvernement. La décision d'investir est étroitement liée au sentier d'évolution future anticipé des taux d'intérêts, des performances économiques... Les régimes de jure jouent donc un rôle essentiel dans la formulation des anticipations qui elles-mêmes conditionnent la crédibilité des décisions des autorités et influencent les décisions des agents économiques.

Tableau N°02 : Classification de régimes de change par le FMI (depuis 1998)

| |
|--------------------------------|
| 1. Régimes fixes |
| 1-1 Régime sans monnaie propre |
| 1-2 Caisse d'émission |
| 1-3 Change fixe |
| 2. Régime intermédiaire |
| 2-1 bandes de fluctuations |
| 2-2 changes glissant |
| 2-3 bandes glissantes |
| 3. Régimes flexibles |
| 3-1 flottements gérés |
| 3-2 flottements purs |

Source : FMI, le Rapport Annuel « Exchange Rate arrangements and Exchange rate Restrictions », 1999.

Le régime fixe il est divisé en trois parties régime sans monnaie propre et caisse d'émission et change fixe. Aussi dans les régimes intermédiaires il devise en trois parités bande et fluctuations, change glissant et bandes glissantes.

Parité glissante : en principe le taux de change est fixe, mais afin d'atteindre un certain nombre d'objectifs, une partie de la référence est régulièrement versée.

Flottant impur : le régime a cédé la place à la dévaluation de la monnaie nationale, les autorités sont donc intervenues pour protéger la monnaie nationale afin de la soutenir de toute influence.

En fin dans les régimes flexibles divisée en deux partie flottement géré et flottement pur. **Flottent géré** : dans cette perspective, les autorités ajustent fréquemment leurs taux de change en de leurs réserves de devises et de l'or en fonction de l'état de la balance des paiements.

Flottant pur : situation dans laquelle la valeur de la monnaie peut varier à la hausse ou la baisse en fonction des forces du marché et le flottement permet à d'autre politiques économiques de s'affranchir des restrictions de taux de change par conséquent, les devises flottants permettent aux autorités de se préparer la politique appropriée.

2-2 la classification de facto

Bien que la classification du Fonds monétaire international soit la principale classification juridique, il existe plusieurs classifications.⁶

Nous introduisons les deux classifications les plus couramment utilisées dans la littérature économique, qui sont à la base celle de Levy-Yeyati et Sturzenegger (2005), et la classification compilée par Reinhart et Rogoff (2003).

2-2-1 La classification de Levy-Yeyati et Sturzenegger (LYS)

Levy-Yeyati et Sturzenegger utilisent la méthode statistique pour leur classification Régimes de change de 183 pays pour chacun de 1974 à 2000. La base de données a été créée en 2002, les auteurs les ont révisées pour les améliorer.

Classification des systèmes de taux de change. Plus précisément, chaque pays est affecté à un chaque année le régime de change rapporté par analyse par grappes en utilisant comme variables la classification des variations du taux notionnel officiel, leur volatilité, et la volatilité des réserves de change.

Conformément à la stratégie de catégorisation, les régimes de taux de change fixes caractérisent par la stabilité d'un taux de change nominal avec une contrepartie forte volatilité des réserves de change.

⁶ Ces informations portent sur le cadre politique monétaire, les intentions ou explicites des autorités, les variations de taux de change et des réserves de change (Rogoff et al, 2004) la publication de la classification a cessé en 1999.

D'autre part, taux de change nominal et fluctuations des réserves Un système de taux de change flottant est étroitement lié à un taux de change stable. La faible volatilité des taux de change nominaux et du marché peut identifier les taux de change indexés sur le dollar américain La volatilité des réserves est relativement élevée. Il existe un système flottant de gestion Taux de change nominal et réserves volatiles et fluctuations des taux de change Relativement doux. La devise de référence utilisée pour calculer le taux de change nominal est Une monnaie officielle supplémentaire annoncée par un pays / une région avec un système de taux de change fixe

Les critères d'attribution des observations à différents régimes de change sont résumés ci-après :

Tableau N° 03 : Critères de classification des régimes de change par LYS

| Régime de change | Variabilité du taux de change nominal | Volatilité des variations du taux de change nominal | Volatilité des réserves de change |
|--------------------------|--|--|--|
| Non concluants où | Faible | Faible | Faible |
| Ambigus | | | |
| Flexible | Forte | Forte | Faible |
| Flottement impur | Forte | Forte | Forte |
| Crawling Peg | Forte | Faible | Forte |
| Fixe | Faible | Faible | Forte |

Source : Levy-Yeyati et Sturzenegger (2005)

L'auteur choisit une méthode, qui comprend de classer toute observation des fluctuations du taux de change comme un système de taux de change fixe ; le changement est nul et les observations sont déclarées comme un système fixe, et pour la volatilité relative du taux de change est très faible (moins de 0, 1%). De 698 observations, 73 n'ont pas pu être affecté à un système fixe, et 419 observations sur 1062 observations classées comme système fixe. Nous utilisons les résultats de la classification de Levy-Yeyati et Sturzenegger résumés dans le *tableau 3* ci-dessus et dans *tableau 4* ci-dessous :

Tableau N°04 : Classification de LYS et comparaison avec les régimes de jure

| Régime | Première étape | Seconde étape | Observations aberrantes | Non concluants | Ad-hoc | LYS | FMI |
|----------------------|----------------|---------------|-------------------------|----------------|--------|------|------|
| Flottant | 479 | 183 | | | | | |
| Intermédiaire | 174 | 336 | 90 | | | 662 | 513 |
| Fixe | 409 | 581 | 39 | 625 | | 600 | 937 |
| Total | 1062 | 1100 | 129 | 625 | 419 | 2073 | 1885 |
| | | | | | 419 | 3335 | 3335 |

Source : Levy-Yeyati et Sturzenegger (2005)

Puis Levy-Yeyati et Sturzenegger ont comparé leur régime actuel avec le régime du rapport officiel soumis par les pays membres au FMI. Il s'avère qu'environ deux tiers des observations les deux méthodes ont effectué la même classification sur les échantillons de leurs échantillons. En effet, la base de LYS montre que le nombre de régimes fixe a diminué dans les années 1970, alors qu'il s'est stabilisé en 1980 puis en 1990, lorsque le nombre de systèmes officiels de taux de change fixe a augmenté. Il ne cesse de diminuer avec le temps. Selon les auteurs, ce phénomène indique qu'aucun régime fixe de facto n'a été annoncé dans les années 90. Le *tableau 04*, ci-dessus, révèle également plusieurs aspects intéressants de la composition. En effet, les régimes de taux de change fixe restent la principale catégorie, représentant plus de la moitié observations dans les deux catégories.⁷

2-2-2 La classification de Reinhart et Rogoff (RR)

Contrairement à Levy-Yeyati et Sturzenegger, la classification dite « naturelle » de Reinhart et Rogoff (2003) prend en compte de nombreux systèmes de régimes. Les auteurs calculent un taux de change parallèle qui constitue, selon eux, un bon indicateur de la politique monétaire et de change car il se déprécie lorsque la politique monétaire est incompatible avec la fixité du taux de change.

En fait, les autres montrent que dans les pays en développement, la dépréciation du taux parallèle précède et prédit relativement la dévaluation de la parité officielle. Le taux parallèle évolue aussi plus étroitement avec l'inflation que le taux officiel. Reinhart et Rogoff classent les régimes de 153 pays, de 1946 à 2001, de façon plus détaillée que LYS.⁸

⁷ La seconde étape diffère de la première par la faible variabilité des trois variables d'identification de régimes.

⁸ LYES se sauvent aussi de données mensuelles dans leur approche mais ils ne proposent pas de régime mensuelle.

La méthodologie de RR repose sur une analyse descriptive très documentée qui combine le taux de change du marché, le taux de change parallèle et une chronologie détaillée de l'histoire de change de chaque pays. La chronologie retrace, entre autres, les réformes monétaires et de change telles que les changements de monnaie, les dates d'adoption d'un régime de change, les dates de changement de monnaie d'ancrage, les dates d'unification des taux de change ainsi que les contrôles de change, la couverture du marché parallèle, etc.

La base obtenue par RR révèle que les taux de change multiples ou parallèles étaient répandus. En fait, ils ont été présents dans plus de la moitié des régimes de change fixes officiels. Cela a amené les auteurs à affirmer que la disparition du système de Bretton Woods a, en réalité, impliqué relativement moins de bouleversements dans les politiques de change que ceux précédemment suggérés. Selon RR, l'existence répandue d'un taux de change flottant dans le cadre de taux de change multiples (officiels ou pas) a offert une flexibilité relativement grande, particulièrement au début du système de Bretton Woods et dans les pays en développement.

La comparaison des régimes de facto de RR avec les régimes officiels recensés par le FMI fait ressortir certains aspects consensuels mais aussi plusieurs points de divergence.

Globalement, les régimes identifiés par les deux schémas diffèrent dans plus d'un cas sur deux sur la période 1970-2001. En outre, un régime officiel de fixité ou de flottement libre n'est identifié identiquement par RR que la moitié du temps, de 1970 à 2001. De même, un régime officiel de change fixe sur deux s'est avéré dans les faits plus flexibles selon RR au cours de la période 1950-2001. Par ailleurs, six régimes sur dix étaient déclarés fixes au cours de la période 1974-1990 alors que moins de trois régimes sur dix sont identifiés comme fixes par RR. Ainsi, même si certains pays qui déclarent un taux de change fixe poursuivent en réalité un taux plus flexible pendant que d'autres fixant leur taux de change en annoncent un plus flexible, le constat global est que les pays qui dévient du taux de change fixe promis dominant. En outre, les régimes officiels de rattachement à des paniers de devises non dévoilés s'avèrent être en grande partie des régimes de fait très flexibles (flottement administré et libre). La comparaison révèle aussi une évolution contradictoire des régimes intermédiaires⁹

La démarche de RR représente un effort appréciable vers une meilleure identification des régimes de change. Néanmoins, elle présente des limites dont certaines sont évoquées par les auteurs. En effet, il est évident que le taux de change nominal demeure la principale

⁹ Hormis le monde développé et la zone CFA, la prime du marché parallèle dépasse 10 ailleurs, Naturellement le taux de marché parallèle est inadapté s'il sert surtout à des transactions illégales

variable d'identification de Reinhart et Rogoff, bien que l'inflation soit accessoirement utilisée également. Plus précisément, la méthode exclut les réserves de change contrairement à la procédure statistique employée par LYS. RR défendent leur choix par le fait que l'évolution des réserves de change ne traduit pas toujours adéquatement les interventions des autorités monétaires sur les marchés de change. Ils citent l'exemple du Brésil où les interventions se font avec des titres libellés en dollars. En outre, avancent les auteurs, de nombreuses opérations financières auxquelles ont recours les autorités monétaires telles que les opérations à terme ainsi que l'usage des taux d'intérêt participent à la politique de change sans être correctement reflétées par les variations des réserves de change. Cependant, la prise en compte de ces variables se heurte à la limite très contraignante de disponibilité des données. Une autre limite est que l'influence des contrôles de capitaux sur la politique de change n'entre pas directement dans la classification même si elle est captée indirectement par la prime du marché parallèle. Une troisième limite réside dans le fait que la stabilité du taux de change nominal peut résulter de l'absence de chocs ou d'une défense réussie de la parité de change.

Sections 03 : l'évolution de régime de change en Algérie

La politique de change de l'Algérie est passée par différentes étapes, de l'indépendance au développement. Par conséquent, nous évoquerons dans cette section les principaux changements de la politique de change, depuis l'indépendance à nos jours.

3-1 La politique de change en Algérie

La politique de change a pour concept la décision du taux de change de la monnaie nationale. Avant de débiter l'explication sur la nouvelle apparition théorique concernant l'évolution du taux de change, nous allons exposer les différentes étapes de la politique de change en Algérie. Les politiques instituant la codification de change de la monnaie nationale ont connu quatre phases principales. Cette évolution a connu trois étapes importantes à savoir :¹⁰

- Régimes de fixité par rapport à une seule monnaie.
- Régimes de fixité par rapport à un panier monnaie.
- Régimes de flottement géré.

¹⁰ MESSAR.M, (2006/2007), « Essai de modélisation du comportement du taux de change de Dinar Algérienne (1990-2003) », Thèse de doctorat en science économique, université d'Alger, page 162

3-1-1 Régimes de fixité par rapport à une seule monnaie de 1962 à 1970

Après l'indépendance, l'Algérie se trouvait rattachée à la zone Franc. La monnaie était librement révisable et transférable. Seulement, face aux risques générés par la perte corpulente des capitaux et aux déstabilisations de la balance des paiements, l'autorité monétaire institua en 1963 la vérification de change sur toutes les opérations avec la différence du monde. Cette modification a été accompagné par contraires actions visant à contrôler le commerce extérieur ; nous pouvons citer : le contingentement du commerce extérieur, la création de l'office national du commerce, le contrôle de toutes les opérations d'exportation et d'importation.

Ces évolutions ont été suivies en avril 1964 par la création de l'unité monétaire nationale « dinar algérien » dont le prix a été fixée à 180 mg d'or fin. Le dinar algérien(DA) a donc remplacé le nouveau franc (NF) pour une parité de 1DA = 1NF.

L'Algérie a assuré de rattacher le prix de sa monnaie à un panier de monnaies sélectionné en fonction de ses principaux partenaires commerciaux. La valeur du dinar se résolu administrativement en fonction des variations des devises composant le panier. Le cours de chaque devise est affecté d'un pourcentage de pondération donnant l'importance des échanges extérieurs exprimés dans cette même devise.

Le rattachement du dinar à un panier de devises offre l'avantage de permettre de stabiliser le taux de change effectif nominal, mais bride subsister une variabilité des cours bilatéraux par rapport aux devises composant le panier. Ceci va augmenter le risque de change pour les décideurs économiques.

3-1-2 Régime fixe par rapport à un panier de monnaies (1973 à 1994) ¹¹

L'Algérie décida de l'indexation du dinar sur un panier de 14 monnaies. Pour se préserver contre les inconvénients du rattachement à une seule monnaie et éviter les divers chocs monétaires grâce à un panier diversifié. La pondération des monnaies du panier était en fonction de la part de la monnaie dans les échanges commerciaux (la monnaie comme unité de compte et moyen de paiement) et de la répartition par devise de la dette extérieure (la monnaie comme réserve de valeur). De ce fait, le dollar américain occupait une place relativement importante dans le panier (pondération autour de 40%) à partir du moment où sa présence était prédominante dans les recettes d'exportation (95% des recettes proviennent de l'exportation des hydrocarbures qui sont libellées en USD sur le marché mondial) et le service de la dette.

¹¹BENHBIB.A, (2002), « Marché de change informel et Désalignement : le cas du dinar Algérienne », Faculté des sciences économique et gestion, université de Tlemcen, p24

Tableau N° 05 : La composition du panier de référence

| La monnaie | Coefficients de pondération |
|----------------------|------------------------------------|
| Dollar État –Unis | 40,15 |
| Franc français | 29,2 |
| Deutschemark | 11,5 |
| Livre italienne | 4 |
| Livre sterling | 3,85 |
| Franc belge | 2,5 |
| Franc suisse | 2,25 |
| Peseta espagnole | 2 |
| Florin hollandais | 1,5 |
| Dollar canadien | 0,75 |
| Couronne danoise | 0,2 |
| Couronne norvégienne | 0,1 |
| Schilling autrichien | 0,5 |
| Couronne suédoise | 1,5 |

Source : la banque centrale d'Algérie

A- Politique de change passive (1973-1986)

L'exposition en matière de politique de change durant cette période a autorisé une stabilité artificielle du dinar algérien due à une gestion administrée du taux de change débrancher de la réalité des fondamentaux économiques. En effet, l'Algérie a financé durant longtemps par la fondation monétaire, les déficits budgétaires. Ceci a créé une situation de surliquidité dans l'économie. Cette surliquidité, aggravée par l'incapacité des entreprises publiques à rembourser leurs dettes du fait de leur assez faible productivité, a augmenté les tensions inflationnistes longtemps contenues par un système de contrôle des prix.

Le taux du dinar est maintenu, administrativement, par le contrôle des changes en réalité le dinar était surévalué. En outre, cette parité administrative favorisait un laxisme dans les politiques économiques et financières intérieures du moment que le taux de change ne constituait pas une contrainte.

Subséquent, le pouvoir d'achat de la monnaie locale est réévalué grâce au contrôle des changes et l'appréciation du dollar par rapport aux différentes monnaies

constituants le panier. Or, le pouvoir d'achat intérieur se détériore provoquant, ainsi, une perte de compétitivité de la production nationale vis-à-vis des produits importés.

B- Politique de change active (1986-1994)

Jusqu'en 1986, année du contre-choc pétrolier, il n'y avait eu aucun changement d'exposition quant aux moyens et objectifs de la politique de change. Cependant, avec cet événement subi par l'Algérie et qui a provoqué la baisse des recettes d'exportation et le resserrement de la contrainte extérieure, il n'était possible de maintenir la même politique de change.

L'Algérie a dû tenter de compenser la baisse des recettes pétrolières par des emprunts à l'étranger et le renforcement des restrictions sur les importations. En parallèle, les autorités de l'époque ont adopté une politique de change active.

Cette politique consistait à ajuster le taux de change pour éliminer la surévaluation du dinar, se rapprochant ainsi de sa valeur d'équilibre. L'ajustement du taux de change a commencé par des dévaluations rampantes (glissement de parité) non annoncées et ensuite par des dévaluations "choc" officielles.

B-1 Les dévaluations rampantes

C'est le glissement qui est une mesure prise par les autorités visant à faire baisser la valeur de la monnaie nationale de façon continue et sans que ce soit annoncé. À partir de 1987, on a assisté à une dégradation de la valeur du dinar vis-à-vis des monnaies étrangères, le taux de change du dinar est ainsi passé de 4,85 DA pour 1USD au deuxième trimestre de la même année à 12,19 fin 1990, soit une baisse de la valeur du dinar de l'ordre de 160% par rapport à 1987.¹²

B-2 La première dévaluation officielle

Face à la détérioration de la situation économique, les autorités algériennes se sont engagées en 1991 dans un programme d'ajustement macroéconomique appuyé par le FMI. Ce programme, articulé autour d'une politique rigoureuse de gestion de la demande et d'une dépréciation sensible du dinar visait le réalignement des prix relatifs et l'ouverture de l'économie.

Ainsi, en septembre 1991, les autorités monétaires ont procédé à une première dévaluation officielle du dinar par rapport au dollar américain de l'ordre de 22%. Ainsi, le cours du dinar est passé de 18,5 DZD pour un USD à 22,5. Cette dévaluation a eu pour effet le rapprochement du cours du dinar sur le marché officiel de celui sur le marché parallèle. En

¹²Benissad.H, (1994), « Algérie, restructurations et réforme économique (1979-1993) », O.P.U, Alger, pp 88

effet, l'écart qui était de 5 au milieu des années 1980 est passé à 2 en 1991. De 1991 à 1994, le taux annuel moyen de dépréciation du dinar s'établissait autour de 4%, portant le cours officiel du dinar à environ 24 dinars pour un dollar.¹³

Cependant, cette relative stabilité ne reflétait pas les forces réelles de l'économie ; l'inflation s'est élevée par rapport aux partenaires commerciaux à cause d'application par le pays de politiques financières relativement expansionnistes pendant cette période :

- La variation de M2 était de l'ordre 23,9% en 1992 et de 21,2% en 1993. Il en résultait une appréciation réelle du dinar de 50% entre octobre 1991 et la fin de 1993. L'écart entre le change officiel et le change parallèle est monté à 4% au début de 1994.

- Un relâchement de la discipline budgétaire ouvrant la porte à la monétisation des déficits (un déficit de 8,7% du PIB en 1993).

B-3 La deuxième dévaluation officielle

Après la première dévaluation officielle, qui n'a pas donné les effets escomptés par les autorités monétaires, une seconde dévaluation de 40,17% est initiée en 1994. Cette dévaluation constituait l'un des principaux axes d'un programme de stabilisation macroéconomique qui est le PAS (Programme d'ajustement structurel) de mai 1994 appuyé par le FMI.¹⁴

Ce fut le point de départ d'une convertibilité commerciale du dinar et de la libéralisation partielle du commerce extérieur et du régime des changes.

3-1-3 Régime de change de flottement géré (de 1994 à nos jours)

Après la dépréciation de la monnaie en 1994, un régime de change flottant a été mis en place, le flottement géré a d'abord mis en œuvre grâce à des modifications scientifiques, le fixing puis le marché des changes interbancaire a été mis en place.

3-1-3-1 le fixing (de septembre 1994 à décembre 1995)

C'est l'instruction n°61-94 du 28 septembre 1994¹⁵ qui a destiné la mise en place du système fixing de flottement géré. Cette définition est attribuée par l'article 2 de ladite instruction qui est « la détermination de la valeur du dinar par rapport aux devises étrangers par adjudication pour les allocations des devises aux banques commercial ». Cette structure

¹³ Idem, p114.

¹⁴ Youcef. B, (2001), « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelle priorité ? », Revue de CREAD, Algérie, p11.

¹⁵ République Algérienne, Règlement n°61-94 du 28 septembre 1994 relatif à la gestion de taux de change, journal officiel

est prouvée sur des affluences hebdomadaires puis les quotidiennes agencés et accorder par la banque algérienne qui réunit les représentations des banques commerciales. Le taux de change était dévolu au moyen des adjudications ; il s'agit en quelques sort de techniques de courant aux enchères des devises par la banque centrale aux banques commerciales.

À l'éventualité de quelque séance, la banque d'Algérie apportera un taux de change analyser qui est toujours égale à celui arrêter aux séances précédentes donc le montant de l'offre est établi en charge de l'objectif en matière de taux de change. Suite à cette indication, chaque banque participant aventure sa soumission pour le montant qu'elle appété assimiler sur le taux de change demandée.

La représentant de la banque d'Algérie entre l'approprié de commande par ordre croissant du taux de change de la monnaie nationale, calcule le montant total du bon de commande et l'apprécier au montant fourni par la banque d'Algérie. Dans le cas où l'offre est égale ou supérieur à la demande, le taux de change qui s'arrêtera est le taux de change le plus bas offert. D'autre part, la banque d'Algérie aura ajuster son offre et le taux de change auquel elle est disposée à liquider ses devises. Ce système fut supprimé en septembre 1995 et échanger par le marché interbancaire des changes.

3-1-3-2 le marché interbancaire des changes (depuis 1995)

Après la première phase, en octobre 1994, d'un taux de change fixe à un taux de change flottant déterminé par une décision (libéralisation du régime de change), la conversion du dinar en importations des services était une convertibilité suivant le prix des marchandises, les industries, commerce extérieur.¹⁶ La banque d'Algérie a institué par le règlement n°95-08 du 23décembre 1995 relatif au marché des changes. Le marché des changes interbancaires ou le taux de change du dinar est librement déterminé par l'offre et la demande, le marché interbancaire utilise la banque d'Algérie en tant que membre fournissant des devises, regroupant les banques commerciales, institutions financiers et intermédiaires agréés en tant que demandeurs de devises.¹⁷

Le marché des changes interbancaires contenir deux compartiments :¹⁸

- Le marché interbancaire des changes au comptant (spot market)
- Le marché interbancaire des changes à terme (forwardmarket)

¹⁶ Nadjat. S, (2007), « Essai de détermination de taux de change réel d'équilibre de dinar algérien », Mémoire de magister, université Bejaia, page 39

¹⁷ Flore. D, (novembre2008), « la politique de change en Algérie », missions économique, fiche de synthèse, page entre 4-5

¹⁸ [Http:// www. Bank –of- Algeria .dz /html /marcheint. Htm](http://www.Bank-of-Algeria.dz/html/marcheint.Htm), consulté le 19 décembre 2015

Le marché interbancaire des change (spot market) est le lieu où les intervenants réalisant des opérations des changes au comptant, et ou les devises sont échangées entre les différentes banques, ce marché est qualifié de « spot » puisque les livraisons des devises deviennent s'effectuer selon la règle de deux jours ouvrés qui suivent la conclusion de transaction.

Le marché des changes interbancaires (forwardmarket) est le marché sur lequel sont réalisées des opérations de change à terme, des transactions par lesquelles deux parties conviennent d'échanger une monnaie contre une autre a un prix appelé « cours à terme » ou bien « froward » où « outright »¹⁹

Le marché interbancaire des changes est un marché non déterminé, et les transactions sont aborder par téléphone, télexait autres systèmes électroniques. Il fonctionne en continu et les parties prenantes peuvent négocier tous les jours ouvrables.

Dans le cercle réglementaire la banque d'Algérie a procédé à la promulgation de textes réglementaire qui commander le marché de change. Il s'agit spécifiquement des textes suivants :

- Le règlement 95-07 de 23 décembre modifiant et remplacent le règlement 92-04 du 22 mars 1992 relatif au contrôle des changes ;
- Le règlement 95-08 du 23 décembre 1995 relatif au marché des changes ;
- L'instruction 78/95 du 26 décembre 1995 portant règles relative aux positions de change ;
- L'instruction 79/95 de 26 décembre 1995 portant organisations et fonctionnement du marché des changes.

Les banques et établissement financier sont qualifié, dans le cadre de la gestion de leur trésorerie en détaillé à :

- Vendre de la monnaie nationale a des banques non-résidents en devises librement convertibles
- Vente de devises librement transformable en monnaie national sur le compte en dinars convertible
- Achter et vendre des devises étrangères librement convertissable
- Vente et Achter entre acteurs du marché interbancaire des changes, devises librement convertible contre devises nationale

¹⁹ Rapports annuels de la banque d'Algérie, 2006 à 2017

Pour cette raison, les banques qui sont des institutions financières opérant sur le marché de change interbancaire doivent disposer d'un système de mesure permanent spécial afin de pouvoir enregistrer immédiatement les transactions en devises étrangères et calculer les résultats, et par le biais de devises étrangères, leurs déclarations périodiques seront envoyées à la banque d'Algérie.

3-2 Les marchés de change en Algérie

En Algérie comme dans la plupart des pays d'Afrique, coexiste un double marché de change, le marché de change officiel et le marché de change parallèle.

3-2-1 le marché de change officiel

Le marché de change officiel est un marché interbancaire. Autrement dit, c'est un marché réservé aux banques et établissements financiers, où sont traitées toutes les opérations de change (achat et vente) de devises contre monnaie nationale au comptant ou à terme. Aussi, les cours de change sont déterminés à un certain degré par l'offre et la demande de devises provenant des intermédiaires agréés avec un arbitrage de la banque centrale de l'Algérie (système de flottement dirigé).²⁰

Il s'agit d'un marché réglementé, dans lequel la banque de l'Algérie joue un rôle prépondérant du fait qu'elle est le principal fournisseur (offreur) de devises.

Suite au règlement n° 95-07 de 23 décembre 1995 et le règlement n°07-01 du 03 février 2007 promulgués par la banque centrale d'Algérie, les intermédiaires agréés (les banques de institutions financière) ont la possibilité de traiter les opérations en devises pour leurs comptes ou pour celui de clientèle, par ailleurs, toutes résident, en Algérie est autorisé à acquérir et détenir des devises librement convertible. De même que les voyageurs entrant en Algérie ou bien sortant sont autorisés à importer ou à exporter des billets de banque étrangers à la condition de faire une déclaration en douanes. En effet toutes des personnes physique ou morale résidante ou bien non résidant, peut ouvrir plusieurs compte devises à vue et / et ou terme auprès des intermédiaires agréés.²¹

Ensuite, la banque de l'Algérie en tant qu'autorité monétaire est responsable de la politique de change et détient à ce titre le monopole de la gestion des ressources en devise du pays. Compte tenu de la réglementation des changes en vigueur en Algérie, l'offre de devises est constituée des devises rapatriées par les nombreux agents économiques au titre des

²⁰ À la création du marché de change algérienne seulement six banques intervenaient, actuellement on trouve au côté de la banque d'Algérie, dix-neuf (19) banques de la place

²¹ République Algérienne, règlement n° 95-07 de 23 décembre 1995 relatif au contrôle des changes, journal officiel

exportations de biens et services et cédées à la banque algérienne (à hauteur de 100% pour les exportations des hydrocarbures, à hauteur de 50% pour les exportations hors hydrocarbures aussi, 50% pour les exportations des biens et services) contre la monnaie de la banque centrale.²²

La demande de devises coulées des banques de la place elle sert à couvrir les opérations courantes des banques et des établissements financiers ainsi que celles de clientèles.

En fin, les marchés internationaux, le marché de change en Algérie comprend deux compartiments, le premier concerne les opérations de change au comptant et le deuxième les opérations de change au long et court terme, en pratique le comportement des opérations de change n'existe pas, ils sont limités donc l'absence des produits dérivés.

3-2-2 le marché de change parallèle

Le marché de change parallèle s'appelle aussi le marché noir, est relativement assez ancien en Algérie. L'apparition du marché de change est le résultat de contrôle de change, ce marché intervient dans le cas où la banque centrale ne peut pas satisfaire les demandes en devise.

À vrai dire, le marché de change parallèle s'est développé à l'ombre de gestion administré de taux de change et de la régulation de l'économie nationale par la planification centralisée. Il est la conséquence directe de la convertibilité partielle du dinar et également d'une réglementation de change stricte Les causes qui ont incité à l'essor de ce marché sont :²³

- Le monopole de l'état sur le commerce extérieur et la distribution des devises étrangères
- L'imposition dans les échanges avec l'extérieur
- Le contrôle de mouvements et les flux des capitaux dans le reste de monde
- La gestion du taux de change et surévaluation du dinar algérienne
- L'importer certains produits est interdit
- L'inflation subie par la plupart des gens pays en voie de développement
- L'inefficacité du système productif algérien qui a conduit le consommateur algérien cherché la devise pour avoir ces besoins

²² Guendouzi. B, (2002), « le marché de change : entre l'officiel et l'informel », Revue campus n° 13 page 6

²³ Brahim. G, « les marchés des changes : entre l'officiel et l'informel » Revue campus n°12, université mouloud Mammeri, Tizi Ouzou, page entre 6-7

Par ailleurs, le marché parallèle est un marché libre dans lequel le prix des devises étrangers est déterminé par la politique de l'offre et la demande. Traditionnellement, la masse monétaire de ce marché provenait principalement d'immigrants français.

Les retraites et autres pensions sont payés en euros et éventuellement, certains étrangers changent occasionnellement de monnaie pendant leur séjour dans le pays. Des réseaux de « cambistes de la rue » se sont organisés dans la plupart des villes d'Algérie. Le marché aussi alimente le commerce informel. La demande de devises peut également survenir des résidents voyageurs à l'étranger dans le cadre du tourisme, par exemple : les soins, les études et le travail... etc. à l'étranger. En conséquence, la plupart des liquidités en devises circulant sur le marché noir sont généralement déposées dans les banques sous la forme de comptes en devises. Cela contribuera à améliorer les positions de change de ces institutions bancaires.

La demande de devise sur le marché est pour financer les importations légales et les investissements (dette extérieurs et services des dettes) en plus qu'elle demandée aussi pour des autres natures illégaux devant le contrôle de change par : ²⁴

- Financier les importations illégales.
- Financier les paiements imprévus.
- Emploi des capitaux à l'étranger.

L'offre des devises sur le marché parallèle vient la plupart du temps des recettes des exportations ou bien de l'emprunt, et se trouve aussi plusieurs issues de l'offre :

- Exportations enfouie
- Le surplus des facteurs d'importations
- La baisse pour la déclaration des facteurs des exportations

D'une autre manière, la confrontation entre l'offre et la demande permet de fixer un taux de change parallèle, ce dernier se situe toujours en fort prime (environ de 40%²⁵) par rapport aux taux de change officiel, ce qui est partie attribuable aux effets du contrôle de taux de change.

²⁴ JACQUEMOT. P et ASSIDON. A, (1988), « politique de change et ajustements en Afrique », éd. La documentation française, page 66

²⁵ Algérie, (juin 2014), « évaluation de la stabilité du système financier », rapport du FMI n°14/161, page 10

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons défini la donnée du régime de change, cité ses différents types, ses principaux avantages et inconvénients et nous avons évoqué les classifications des régimes de change sont disposées en deux catégories essentielles.

Après avoir présenté l'évolution des régimes de change en Algérie depuis son indépendance, nous avons jugé utile d'abord un fragment très essentiel du marché de change qui est le marché parallèle. En effet dans les pays où ce marché est important comme c'est le cas de l'Algérie, le taux de change parallèle qui s'y fixe peut servir d'indicateur de taux de change d'équilibre de marché. Ainsi, en rapprochant le taux de change officiel du taux parallèle, on peut éliminer les distorsions.

Chapitre02

**Régime de change
et chômage : Socle
théorique**

Introduction

Le chômage est un tourment émancipé dont les économies souffrent, à des degrés différents. Ce phénomène a de nombreux effets négatifs, tant sur le plan économique que social.

Pendant les années 80, et suite à la baisse des prix des hydrocarbures, l'économie algérienne était affectée. Effectivement, les taux de croissance diminuaient et les conditions économiques et financières se sont dégradées et par conséquent les taux d'investissement ont baissé, conséquemment, les taux de chômage ont augmenté. De cet état de fait, l'Algérie était obligée de suivre une série de réformes économiques afin d'éliminer les déséquilibres financiers internes et externes.

Nous représentons, ainsi, ce chapitre sous trois sections. La première sera consacrée à la présentation de l'incidence de régimes de change sur la performance économique, à savoir : la croissance du PIB, le taux d'inflation, le commerce extérieur et le taux de chômage.

La seconde section de ce chapitre établira le socle théorique du chômage, à savoir sa mesure, ses types, ses déterminants, ses causes et les conséquences du chômage.

Enfin, en dernière section, nous aborderons l'analyse de la relation entre le régime de change et le taux de chômage, à travers une modélisation logistique sur les deux périodes de régimes de change qu'a connu l'Algérie au cours de la période d'analyse (1970-2019).

Section 01 : L'incidence des régimes de change sur la performance économique

A la première moitié des années 80, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel de l'Algérie était de 5%.²⁶ Par la suite, la chute des prix du pétrole en 1986 a eu un impact considérable sur les recettes publiques et les paiements internationaux. À vrai dire, la situation économique reste caractérisée par des niveaux de production industrielle hors hydrocarbures très faibles, des taux de chômage élevés, une expansion continue de l'économie informelle, des inégalités sociales croissantes, l'absence de droits et un environnement institutionnel et administratif peu sain.²⁷

1-1 Régime de change et la croissance de PIB

1-1-1 La croissance de PIB

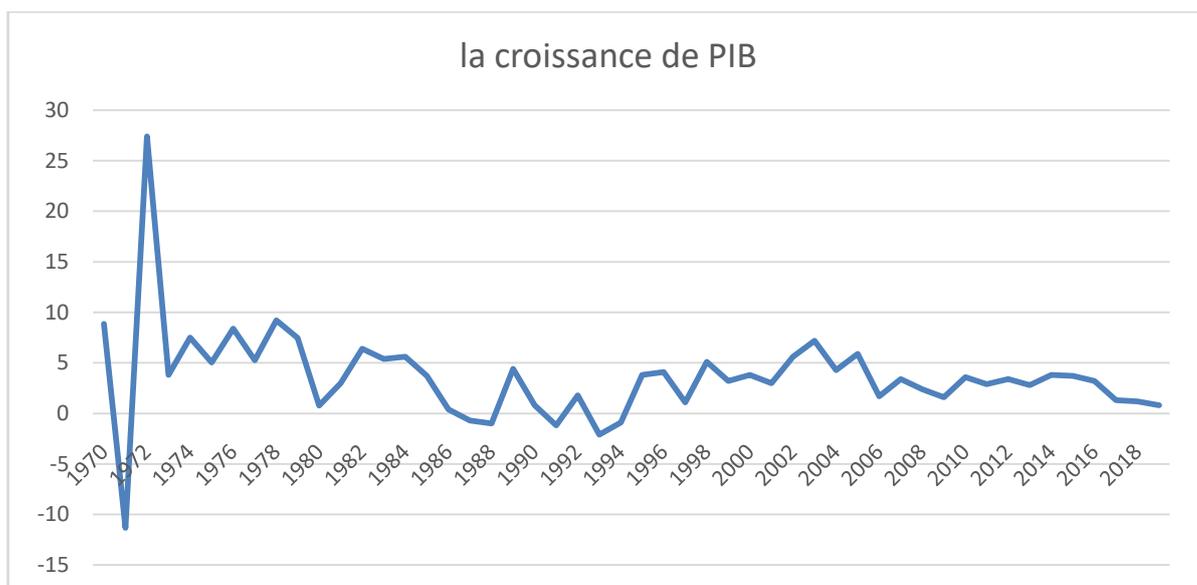
Le produit intérieur brut d'un pays est égal à la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur son territoire. Il est issu de la richesse créée par les activités de production. C'est un indicateur essentiel produit dans le cadre des comptes nationaux. L'augmentation du PIB peut être due soit à une augmentation de la quantité produite, soit la hausse des prix.

Selon les données de la banque mondiale, la croissance de produit intérieur brut pendant la période 1970-2019 sont reportés dans le graphe ci- dessous

²⁶Karim. N, et *Al*, (1998), « Algérie : stabilisation et transition à l'économie de marché », FMI, Washington, p101.

²⁷ Rapport du FMI n°07/61 février 2007, page 3.

Graphes N° 01 : L'évolution de la croissance de PIB En Algérie



Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Dans ce graphe, on remarque que l'Algérie a traversé une période raisonnable entre l'année 1970 et 1985, le PIB réel a augmenté en moyenne de 5,4% depuis la crise de la dette en 1983 et la chute des prix du pétrole pendant la période 1986, la croissance économique 1986 et 1990 a considérablement ralenti pour atteindre une moyenne annuelle de 1,4%. En outre, la croissance négative annuelle réelle du pays entre 1990 et 1994 a été de -0,9 % principalement en raison de la forte baisse des prix du pétrole et de l'impact des conditions météorologiques défavorables, qui ont entraîné une forte baisse de la production agricole.²⁸

Entre 1994 et 2000, la performance macroéconomique s'est améliorée. La dette extérieure a baissé de 80% du PIB en année 1995 à 46% du PIB en année 2000, Le déficit budgétaire est passé d'une moyenne annuelle de -4,4 % du PIB à un excédent de 7,8%. En revanche, le solde budgétaire hors hydrocarbures s'est détérioré, passant de 26 % du PIB hors hydrocarbures à -33 % du PIB hors hydrocarbures.²⁹

Ensuite, durant la période 2001 à 2003 l'évolution de produit intérieur brute est passée de 3% en 2001 à 5,6% en 2002. La croissance du PIB réel s'est nettement rétablie après le ralentissement observé en 2000. D'une croissance économique de 1,2%, le taux est passé à 5,4% en 2001. En 2002, le PIB a connu une croissance de 4,7%, soit un dépassement de 2 point par rapport à l'année 2001. Le PIB hors secteur des hydrocarbures a connu une

²⁸ William C. Byrd, (2003), « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », Confluence Méditerranée N°45, p61.

²⁹ ACHOUR.T, (2014), « L'analyse de croissance économique en Algérie », thèse de doctorat en science économique, université Tlemcen, page 30.

croissance réelle de 5,3%. En 2003, la croissance s'est accélérée pour atteindre 6,8%, dépassant ainsi de 1.8 point de pourcentage le plus haut niveau de croissance des années 90 (atteint en 1998). Le PIB hors hydrocarbures a en effet progressé, en termes réels, de 6,1% en 2003. Les secteurs hors hydrocarbures principalement, le secteur des services et le secteur du bâtiment et travaux publics, secteur agriculture et l'industrie, respectivement des taux annuels de 5.6%, 8.1%, 5.8% et 5.2%, 1.7%. Par ailleurs Le taux de croissance économique a été diminué 1.7% en année 2006 et de 3,4% en 2007 et sera de 2,4% en 2008 et 1,6% en année 2009. Ces chiffres mettent en évidence l'extrême dépendance de la croissance vis-à-vis des hydrocarbures en raison de leur poids dans le PIB.

Entre les années, 2010 à 2013 le taux de croissance reste stable respectivement, en 2010 le PIB est de 3,6% ; et en 2011 et 2012 presque c'est le même temps de croissance de PIB est de 2,9% pour l'année 2011 et 3,4% pour 2012, en suite l'année 2013 le produit intérieur brut est diminué de taux annuel de 2,8%.

Enfin, la baisse des prix de pétrole depuis le mois de juin 2014 a eu un impact significatif sur les finances publiques algériennes depuis 2015. Après avoir atteint un pic de 15% de PIB en année 2015, le déficit budgétaire en 2016 était de 13% et de 2015 (représentant 46% de PIB) et a 2016 (représentant 42% de PIB), la contraction des dépenses a été supérieur à la baisse des revenus, passant de 31% de PIB en deux année à 29%. En effet, en 2016 le taux de croissance de PIB était de 3.2% contre 3.7% en 2015, cette croissance faite suite à la reprise de l'industrie des hydrocarbures grâce à l'augmentation des activités de production, de raffinage et de liquéfaction. Par suit, pendant l'année 2016 la croissance est relativement forte pour l'Algérie qui été freinée par un ralentissement de l'industrie hors hydrocarbures, cette croissance est d'un taux de 2,9% ; contre un taux de 5% en 2015. Cette baisse a été principalement attribuée à l'industrie agricole (en raison de conditions météorologique extrêmes) et au ralentissement de la production, ainsi qu'au secteur des services dans la seconde moitié de l'année. En 2016, sous l'influence de la réduction des dépenses publiques. En fin les taux annuels de PIB rester en baisse pendant les derniers années 2017,2018 et 2019, respectivement les taux sont, 1,3 % en 2017 ;1,2% en 2018 et 0,8% en 2019.³⁰

1-1-2 La relation entre les régimes de changes et la croissance de PIB

La théorie économique montre que le régime de change adopté par un pays peut affecter sa croissance de deux manière : impact direct sur l'ajustement aux chocs, ou impact

³⁰ Selon le dernier rapport de la Banque mondiale de 2008.

indirect sur les principaux déterminants de la croissance économique de produit intérieur brut, tels que l'investissement, le commerce extérieur et le développement du secteur financier Aloui Sassi,(2005).³¹

Par conséquent, l'effet apparait dans la vitesse d'ajustement économique en réponse aux chocs. Selon Aizenman, une économie plus sensible aux chocs devrait bénéficier d'une croissance de productivité plus élevée (Aloui Sassi³², année 2005).

Friedman et Mundell (1995) ont insisté sur le fait que le régime de change est le déterminant de la croissance économique. D'une autre part, Friedman privilégie un régime de change flottant et souligne l'effet isolationniste de ce régime face aux chocs extérieurs. Cependant, l'œuvre de Friedman s'inscrit dans une période de faible mobilité du capital.

D'un autre côté, Mundell a prouvé que si la mobilité du capital augmente, les attributs isolationnistes diminueront. Boyer (1978) a montré que la variance des chocs dans l'économie est très importante dans la détermination du régime de change. Ses recherches portent sur les petites économies ouvertes qui sont soumises à trois types de chocs : les chocs internes, les chocs monétaires et les chocs réels. Il a déclaré que l'emplacement du choc n'est pas important, mais que les aspects réels ou monétaires du choc doivent être pris en compte. Si le choc est de type monétaire, un régime de change fixe est préférable. Si l'impact est de type réel, alors le régime plus justifié est le régime de change flexible. En présence des deux chocs, le flottement géré est préconisé. Toutefois, Aizenman et Frenkel (1981) ont conclu que le choix de régime de change optimal dépend de la nature et de l'origine des chocs qui affectent l'économie.

Par ailleurs, certains auteurs préconisent qu'à chaque fois les prix sur la demande et l'offre de monnaie augmente implique une diminution sur la croissance de produit intérieur brut.

Quant à l'influence indirecte dans la théorie économique, plusieurs chercheurs stipulent que la relation entre le régime de change et le taux de croissance (PIB) produit des résultats très variés (Goldberg, 1993 Campa et Goldberg, 1999 et Lahrèche-Révil, 2001). Certains auteurs, comme Aizenman (1994), soulignent que l'investissement a une tendance importante sous les régimes de change fixes grâce à la réduction de l'incertitude des politiques économiques.

³¹ Aloui C. et Sassi H., « Régime de change et croissance économique : une investigation empirique », *Économie internationale* 2005/4, N° 104, p 100.

³² Idem, page 56.

Les régimes de change flottants facilitent les ajustements des prix et des salaires réels. Mais, si les forces spéculatives font du taux de change nominal une source indépendante de volatilité, un régime de change flexible peut également exacerber les variations de la production et de l'emploi. Aussi, l'effet d'un type régime de change flexible ou fixe sur le taux de croissance (PIB) d'un pays peut dépendre du degré d'ouverture d'une économie à l'égard des marchés internationaux.

1-2 Régime de change et l'inflation

1-2-1 Le taux d'inflation

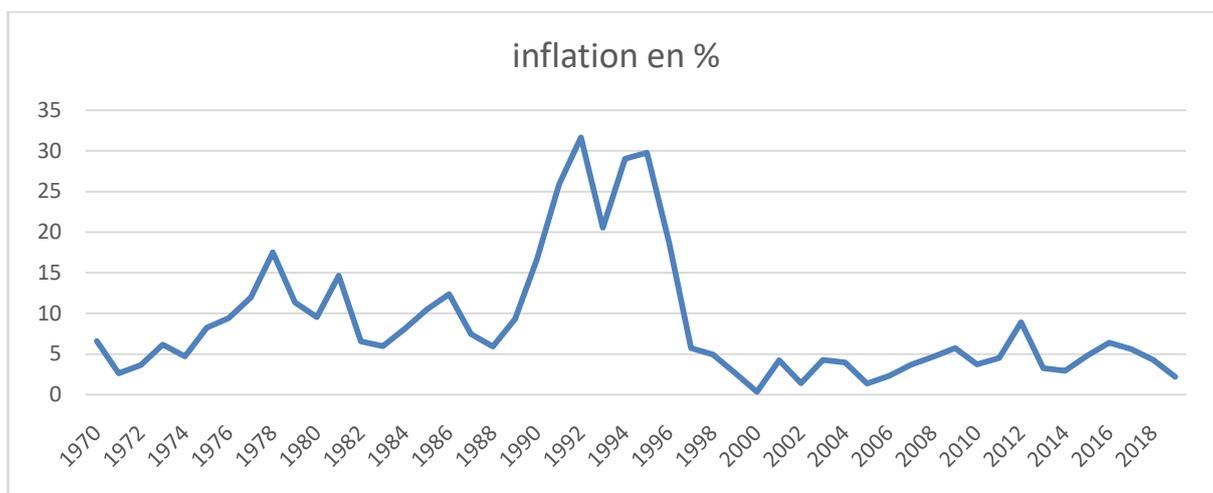
L'inflation est une baisse du pouvoir d'achat d'une monnaie, conduisant à une augmentation générale et soutenue des prix. Il s'agit d'un phénomène continu, qui fait monter tous les prix et superpose les différences sectorielles de prix.

Le taux d'inflation est la variation en pourcentage de l'indice sur une période donnée : si le prix moyen du « panier » passe de 100 à 102, l'inflation est de $(102-100) / 100 = 2/100 = 2\%$. (Indice des prix à la consommation) : par rapport aux prix à la consommation de l'année précédente.

À la lumière de tout ce qui précède, nous pouvons dire qu'au cours de la période 1970-2019, il y a eu de nombreuses différences dans le taux d'inflation. En 1992, nous avons enregistré la valeur la plus élevée du taux d'inflation, qui était de 31,66%, et en 2000, nous avons enregistré la valeur la plus faible, qui était de 0,33%. ³³L'inflation en Algérie est déterminée par plusieurs facteurs. Après avoir vu l'évolution des prix depuis les années 1990, nous nous concentrerons sur les différents déterminants de l'inflation en Algérie. Selon les données de la banque mondiale, le taux d'inflation en Algérie pendant la période 1970-2019 se trouve dans le graphe ci- dessous.

³³Définition (http://www.Insee.fr/fr/nom_def_met/d%C3%A9finitions/html/inflation.htm) de l'inflation sur le site de l'INSEE.

Graph N°02 : Évolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 1970-2019



Source : établie par nous-mêmes à partir de la banque mondiale

La période allant de 1970 à 1990, au lancement de la libéralisation des prix, l'inflation annuelle se situait en moyenne autour de 9%, exception faite de la forte hausse induite par le premier choc pétrolier et reflétant l'augmentation des prix à l'importation.³⁴ Cependant cette stabilité des prix n'était qu'illusoire au regard de l'excédent de masse monétaire causé par les importants déficits budgétaires.

L'Algérie a connu durant cette période (1990-1995) une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,65% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,66% en 1992, qui est l'année où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation depuis l'indépendance.³⁵ Nous pouvons expliquer cette hausse par deux facteurs :³⁶

- L'accélération du processus de libéralisation des prix, amorcée en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre.

- La forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détérioration des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés.

À partir de 1992, le taux d'inflation a baissé suite à une diminution de la masse monétaire, il passe à 20,54% en 1993 grâce à une conjoncture économique favorable, puis remonte à 29,04% en 1994 et reste stable jusqu'en 1995 où il est à 29,77%.

L'Algérie a connu durant cette période (1990-1995) une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,65% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de

³⁴ Abdullah. B-D, (1999), « l'expérience algérienne des réformes économique, Recherche du Symposium intellectuel organisé par le centre national pour les études et l'analyse de la planification en Algérie », page 359.

³⁵ Benbiteur.A, (1998), « l'Algérie au troisième millénaire : defits et potentialité », éditions Marnioor, Algérie, page 70.

³⁶ Benbiteur.A, (1998), page 74.

31,66% en 1992, qui est l'année où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation depuis l'indépendance.

À partir de 1992, le taux d'inflation a baissé suite à une diminution de la masse monétaire, il passe à 20,54% en 1993 grâce à une conjoncture économique favorable (subvention des prix des produits de première nécessité par l'État), puis remonte à 29,04% en 1994 et reste stable jusqu'en 1995 où il est à 29,77%.³⁷

La période allant de 1996 à 2001 : Ce temps est écrit par une évolution à la baisse de taux d'inflation. Inférieurement l'effet de la légalisation des prix et deuxième diminution du dinar après 1988, le taux d'inflation s'est répandu 18,67% en 1996 jusqu'à arriver à 0,33 en 2000 qui est le taux le plus bas jamais numéroté jusqu'à nos jours.

Ces résultats montrent que la banque d'Algérie a pu donner l'avènement de l'excès de liquidité sur le marché monétaire algérien qui était la cause de hausse des prix au début des années 2000. Le recul du volume des importations est lié à la contraction des importations agricoles, à la rationalisation des entreprises de leur consommation intermédiaire pour pouvoir affronter la concurrence qui commençait à faire son ancrage sur le marché local, et la contractions de la valeur réelle des revenus des ménages. Ces différents événements ont conduit à la baisse de taux d'inflation en 1996 qui est estimé à 18,67%.³⁸

De plus, il explique la maîtrise de l'inflation durant cette période : ³⁹

-Resserrement budgétaire : Le solde budgétaire total exprimé en pourcentage du PIB a atteint un excédent de 10% en 2000, contre un déficit de 8,7% en 1994, largement dû à l'aide réduire la demande totale.

-Politique de revenu stricte : entre 1993 et 1996, les salaires ont en fait baissé de 30%. En outre, l'absence d'un mécanisme d'indexation universel limite dans une large mesure l'inflation.

La stabilité des prix est le résultat d'un programme d'ajustement structurel soutenu par le Fonds monétaire international, qui vise à stabiliser les prix à des niveaux comparables à ceux des partenaires commerciaux.

Nous avons remarqué que par rapport à 2000 (0,33), le taux d'inflation en 2001 était de 4,22%. Cette augmentation est due à l'augmentation des salaires des fonctionnaires et du

³⁷SAMI. S et HOSSEIN.D, (2007), « Essai de modélisation de l'inflation en Algérie », Mémoire de Master, Économie et finance », INPS ALGERFormat PDF, Disponible sur : <https://www.memoireonline.com> (consulté le 11/09/2018), page 40.

³⁸Rapport de la Banque d'Algérie, (2000), « Évolution économique et monétaire en Algérie ».

³⁹ SAMI. S et HOSSEIN.D, Op. cit., p. 42

salaires minimum national garanti dans le contexte d'une offre rigide et d'une absence de réglementation du marché.

La période allant de 2002 à 2012 : Contrairement à l'année 2001, nous remarquons une baisse significative des prix à la consommation en 2002.⁴⁰

Parmi les années 2000-2005 on a écrit une performance économique qui s'appelle une forte croissance (plus de 5% en moyenne annuelle), et de contrôle de l'inflation à 1,63% en 2005 grâce aux recettes pétrolières engrangées qui ont connu un boom sans précédent.

L'année 2003 a été marquée par la hausse des prix mondiaux des produits agricoles, du fait de la contraction de l'offre mondiale d'une part, et de la flambée de la demande de produits agricoles des marchés internationaux à travers lesquels l'Algérie n'a pu couvrir que 35% de ses besoins alimentaires pour sa production nationale⁴¹

L'inflation au premier semestre 2006 était principalement due à la hausse modérée des prix (logement et charges, transport et communication), des produits alimentaires⁴².

Raison de la hausse annuelle des prix de l'inflation observée en 2009 était de 5,74% fonctions : concernant les approvisionnements en énergie, le taux d'inflation annuel moyen a baissé à 3,91% en 2010, l'année 2011 a été marquée, l'inflation s'est de nouveau remise à croître pour atteindre 4,5% après la désinflation de l'année précédente.⁴³

En 2012 le taux d'inflation en Algérie a été 8,9% contre 4,5% en 2011. Cela est dû à une hausse relativement importante des prix des biens alimentaires de 12,22%, avec notamment 21,37% pour les produits agricoles frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels⁴⁴.

Le taux d'inflation annuel pour l'année 2013, qui est le plus bas depuis 7 ans, est estimé à 4,15% pour l'indice national et 3,3% pour la capitale, en baisse respectivement de 5,55 et 5,6 points par rapport à 2012.⁴⁵ Ce résultat est attribué à la baisse sensible des prix élevés des produits agricoles frais, son taux annuel moyen étant limité à 4,02% en 2013 contre 21,4% en 2012⁴⁶.

L'inflation continuera de baisser en 2014 pour atteindre un taux annuel moyen conforme à l'objectif à moyen terme. Le taux d'inflation annuel moyen, amorcé en 2015, a continué de s'accélérer en 2016, atteignant 6,4 pour l'indice du Grand Alger (5,8 pour l'indice

⁴⁰ Dalila.G, (2004), « évolution du taux d'inflation en Algérie », fiche de synthèse, Missions économique, Algérie, pp. 2-4.

⁴¹ Rapport de la Banque d'Algérie, (2005), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 45.

⁴² Rapport de la Banque d'Algérie, (2006), « Activité économique et monétaire en Algérie », P. 47.

⁴³ Rapport de la Banque d'Algérie, (2010), « Activité économique et monétaire en Algérie », P. 34

⁴⁴ Rapport de la Banque d'Algérie, (2012), « Activité économique et monétaire en Algérie », P.46.

⁴⁵ Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2013, p. 29.

⁴⁶ Rapport de la Banque d'Algérie, (2013), « Activité économique et monétaire en Algérie », p. 29.

national).⁴⁷ Cette hausse de l'inflation ne semble pas être imputable aux déterminants classiques de l'inflation⁴⁸

En 2017, le taux d'inflation annuel était de 5,6%. L'injection de liquidités dans le système bancaire par la Banque d'Algérie, après plus de quinze ans pendant lesquels elle n'a pas été contrainte de jouer son rôle de prêteur en dernier ressort, pourrait conduire à une accélération de l'inflation. Enfin dans les deux dernières années 2018 et 2019 l'inflation est diminuée respectivement, 4,3% pour 2018 et 2,2% en 2019.

1-2-2 La relation entre les régimes de changes et l'inflation

Il existe un large consensus sur la relation entre les régimes de taux de change fixes et l'inflation. Un pays qui tente d'une manière crédible de lutter contre l'inflation, en fixant le taux de change de sa monnaie pourrait entraîner une baisse des taux d'inflation et cela à travers ce qu'on appelle les effets de la confiance, à mesure que la confiance dans la monnaie locale augmente, et donc Les devises étrangères, qui ont réduit les effets de l'expansion

En ce qui concerne les systèmes de taux de changes flottants, la plupart de la littérature indique les régimes flexibles sont plus adéquats à des situations où les taux d'inflation sont élevés. L'état peut déterminer l'objectif ultime de sa politique monétaire et choisir des outils qui atteignent cet objectif qui sert l'économie locale et prend en compte les caractéristiques de l'économie et la nature des problèmes pour y faire face sans se limiter au maintien d'un taux de changes fixe. C'est ce qui pousse les gouvernements à adopter des politiques inflationnistes sans crainte de faibles précautions, car la dévaluation de la monnaie dans le pays augmenterait et ferait monter les prix intérieurs.

1-3 Régime de change et le commerce extérieur

1-3-1 Commerce extérieur

Le commerce extérieur est l'un des piliers les plus importants dont dépend le développement économique de tous pays et il joue un rôle important au sein de l'économie dans les pays de monde. Il est devenu l'un des outils de base pour atteindre les objectifs de développement économique. Le commerce extérieur est l'échange des biens et services et des facteurs de production entre les agents économiques.⁴⁹

⁴⁷ Office National des Statistiques : Indice des prix à la consommation, Comptes nationaux en volume et Enquête sur les salaires auprès des entreprises - Mai 2013 (www.ons.dz), page 6.

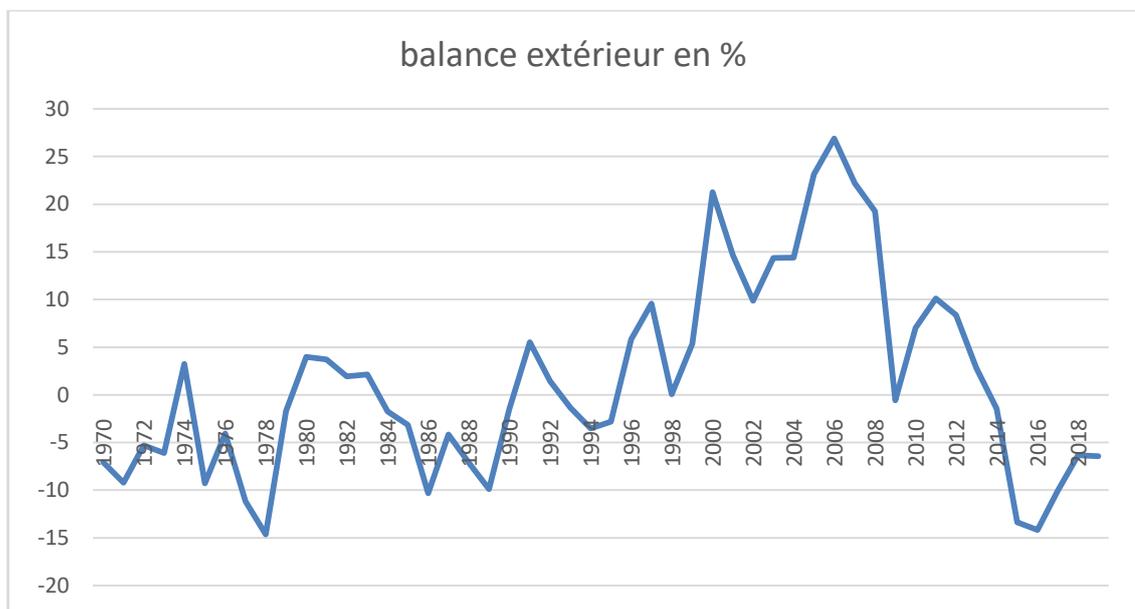
⁴⁸ Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2014, p. 35 et 2015, p. 36. 2016, p. 29.

⁴⁹ BOUKOUNA NOURA, financement du commerce extérieur, qui devait être appliqué depuis les années 1970 a été négativement jusqu' à les années 1980 en dessous de zéro

À l'intérieur ou à l'extérieur de pays, nous pouvons définir le commerce extérieur comme le processus d'échange commercial des biens et services et autres éléments de production entre plusieurs pays afin d'obtenir des avantages mutuels pour les parties à l'échange.

Selon les données officielles de la banque mondiale, le taux de couverture (balance extérieure) en Algérie durant la période 1970-2019 été expliqué dans le graphe ci- dessous.

Graphe N° 03 : graphe représente la balance extérieure en Algérie



Source : établie par nous-mêmes à partir des données la banque mondiale

Après avoir présenté le cadre législatif du commerce extérieur, qui devait être appliqué depuis les années 1970 a été négativement jusqu'à les années 1980.

La période 1973 à 1974, premier choc pétrolier, les importations ont augmenté plus de 100%, alors que le taux de croissance moyen en 1967 et 1973 était de 19% le taux de croissance moyen des exportations est de 28,23%, mais il est importations, ce ratio n'est pas uniforme sur toute la période.

La période de 1980 jusqu'à 1989 est mitigée du fait de la structure des exportations qui demeure inchangée. Ces résultats insuffisants sont dus à deux autres événements de dimension mondiale : l'un étant la chute brutale des cours des hydrocarbures, et l'autre la baisse de prix du dollar. De ce fait, l'économie algérienne se retrouve bouleversée par ces

événements, à quoi s'ajoute l'ampleur de la dette extérieure, souvent considérée comme amplificateur de la crise économique.

Au début des années 1990, l'Algérie s'est engagée dans des réformes structurelles matérialisant ainsi la transition vers une économie de marché. L'économie algérienne a connu un climat économique assez satisfaisant qui se concrétise dans des indices macroéconomiques positifs, résultant des différents ajustements et réformes mis en œuvre tout au long de cette décennie.

Durant la période 1989-1999 nous avons remarqué la chute des revenus d'exportations des hydrocarbures qui ont causé des déficits des soldes de la balance commerciale.⁵⁰

À la fin de la période 1990 jusqu'à 2006, les politiques commerciales sont en pleine réforme en Algérie.

1-3-2 La relation entre le régime de changes et le commerce extérieur

Le taux de changes est déterminé en fonction des quantités fournies et demandées de devises étrangères et le volume de la demande de la monnaie. Cependant, selon la théorie économique, l'instabilité des taux de change peut avoir un effet concernant le commerce extérieur. De nombreuses recherches ont été faites, Rose (2000) a analysé l'effet de l'union monétaire sur les flux du commerce extérieur. Il a trouvé un effet positif de l'importance de l'union monétaire dans le commerce international.

Glick et rose (2001) ; Baum et Cagayan (2009) ont pris des données de la zone euro, des pays industrialisés et de nouveaux pays industrialisés pour la période 1980 à 2006.

Ils trouvent que la volatilité du taux de change peut affecter le commerce bilatéral

1-4 Régime de change et le taux de chômage

1-4-1 Taux de chômage

La récession des années 1980 (baisse des investissements, destruction des équipements de production) a aggravé la situation économique en Algérie. Cette baisse de l'emploi n'a pas été compensée par la création de nouveaux emplois et les réformes économique amorcées depuis 1988 ne feront qu'empirer la situation. Le taux de chômage est passé de 10% en 1985 à 24,4% en 1994, puis à 28.9% en 2000.⁵¹ En 2001, il affichera une tendance à la baisse, soit un record de 27%. Selon les statistiques de la banque mondiale. La diminution devient forte

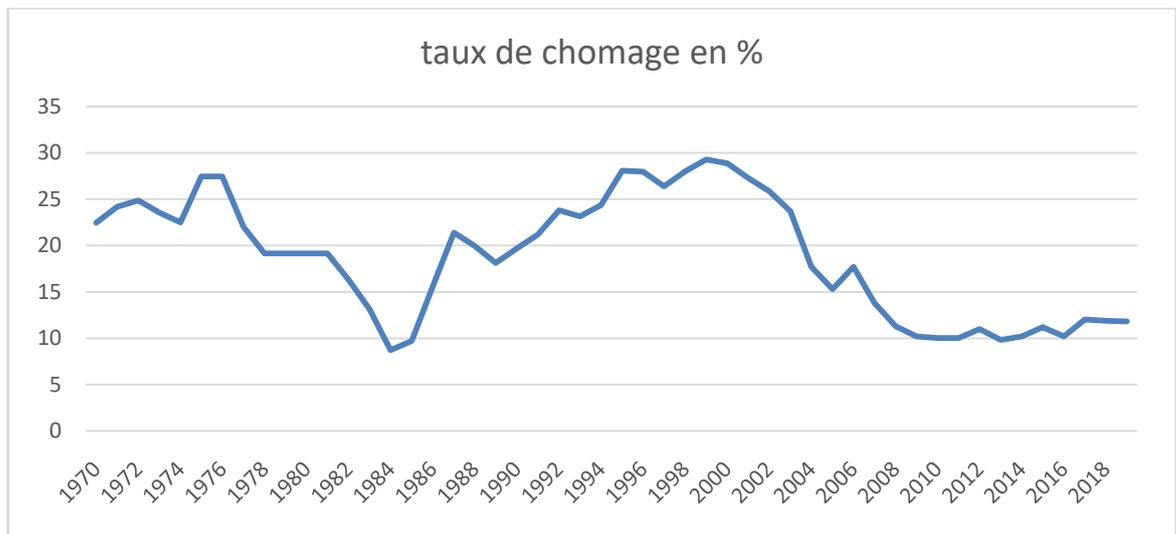
⁵⁰Farid. M, (2007), « les politiques commerciales de l'Algérie et son intégration à l'Europe », mémoire online, université de Pau et des pays de l'Adour, pp7-9

⁵¹« La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie » : www.iefpedia.com. Consulter le 27/04/2013.

en 2006, 2008, 2010, 2011, 2013 et 2014 où l'on enregistre des taux de 17.7 % ; 11,3% ; 10% ; 9,93% ; 9,81% ; 10,21% respectivement.⁵²

Selon les données officielles de l'ONS durant la période 1970 jusqu'à 2019, les taux de chômage sont expliqués dans le graphe ci-dessous.

Graphe N°04 : Graphique représentant l'évolution du taux de chômage en Algérie



Source : établi par nous même à partir des données de l'ONS

Selon ce graphe, on remarque que pendant la première période 1970-1985 le taux de chômage correspond à celle de l'économie administrée⁵³. Durant cette période les taux de chômage en 1970 jusqu'à 1981 sont une hausse, respectivement les taux annuels sont ; 22,45% ; 24,2% ; 24,87% ; 23,85% et enfin 19, 15% mais en période 1982-1985 les taux ont considérablement diminué, passant de 13,1% en 1983 à 9,7 % en 1985, cette tendance à la baisse est due essentiellement à deux facteurs :⁵⁴

- L'obligation fait au secteur public et au domaine agricole de recruter plus que leur besoin réel.
- Les accords de coopération pour la migration de travail que l'Algérie a établie avec plusieurs pays, avec la France par exemple, géré par L'ONAMO⁵⁵ jusqu'à 1973.

⁵²ZERKAK.Set MEKHMOUKH.S, (2011), « La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie », www.iefpedia.com/.../La-question-du-chômage-et-de-la-promotion-de-l'emploi-en-algerie/, consulter 15/05/2013

⁵³ Cette période correspond à celle de l'économie planifiée

⁵⁴ KLAU Friedrich, MITTELSTADT Axes, « flexibilité du marché du travail », www.oecd.org/fr/eco/croissance/35557220.pdf, consulter le 06/04/2013.

⁵⁵ ONAMO : Office National de la Main d'Œuvre, créé par le décret du 29 novembre 1962. Il a pour principale fonction, la gestion des flux migratoires des travailleurs algériens vers la France et la République démocratique allemande. En 1990, un changement de dénomination de l'ONAMO est décidé. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) prend sa suite en tant qu'établissement public.

Dans la deuxième période 1986-2000, c'est la période qui suit le choc pétrolier de 1986 et donc la crise de l'économie qui a causé l'augmentation du chômage qui est de 21,4 % en 1987. Les taux de chômage restent en hausse pendant les années 1991- 1999, respectivement les taux annuels est ; 21,2% en 1991 ; 23,8% en 1992 ; 24,4% en 1994 et 29,3 en 1999. Enfin en 2000 le taux du chômage est de 28,9%, cette hausse est due aux effets de plan d'ajustement structurel et l'arrivée massive des primo demandeurs sur le marché de travail.

Enfin dans la troisième période qui commence en 2001 jusqu'à 2015, elle se caractérise par une tendance à la baisse du taux de chômage, de 28,9 % en 2000 à 10,2 % en 2014, soit une baisse de 19 points de pourcentage tous les 14 ans. Cette baisse significative est principalement due aux mesures prises par les pays pour faire face au chômage dans ces politiques. Au cours de cette période l'état a pris plusieurs mesures, dont la mise en place d'un ensemble de dispositifs pour le processus d'exploitation, qui ont contribué de manière significative à réduire les taux de chômage. En effet, dans les dernières années 2016 à 2018 on remarque dans le graphe, en 2016 le taux a légèrement baissé de 10,2%. Puis en 2017, nous avons constaté une augmentation de 12%, enfin les deux derniers en 2018 et 2019 ont légèrement diminué à 11,9 % et 11,8% respectivement.

1-4-2 La relation entre les régimes de changes et le chômage

À l'heure actuelle, le chômage est considéré comme l'un des plus gros problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement, et les conditions économiques dans ces pays peuvent être améliorées en stimulant l'économie, ce qui peut affecter la croissance économique de différentes manières, il est à noter qu'en Algérie, l'essentiel du revenu national provient des recettes en devises, à travers l'exportation des hydrocarbures. Ainsi, le régime de change est l'une des variables clés de l'économie nationale.⁵⁶

D'autre part, les fluctuations des régimes de change provoquent des changements à grande échelle dans les économies des pays en général, bien que ces fluctuations soient parfois nécessaires pour obtenir une stabilité macroéconomique à long terme, à chaque fois le taux de change baisse les taux de chômage augmentent.

⁵⁶ Hina Chimnani, Niaz Ahmed Bhutto, Falahuddin Butt, Sheeraz Ali Shaikh, The Effect of Exchange Rate on Unemployment Rate in Asian Countries, Sukkur Institute of Business Administration, Sukkur, Pakistan, 2012, P5

Section 02 : généralité sur le chômage

Cette section est consacrée à l'analyse du chômage. Ce dernier a été observé dans la plupart des sociétés humaines, passées et présentes. Le chômage est généralement considéré comme un fléau économique, social et psychologique pour l'individu et la société.

Il est ainsi défini comme le phénomène de déséquilibre sur le marché de travail, par lequel une partie de la main-d'œuvre dans la société est incapable d'obtenir un travail productif même si elle est disposée et capable de faire le travail. En conséquence, l'individu au chômage peut être considéré comme une personne dont l'âge dépasse une certaine limite, et qui était pendant la période de référence sans travail et est prêt à chercher du travail. Aussi il est défini comme la différence entre la quantité de travail offerte et le volume de travail utilisé aux niveaux de salaire en vigueur sur le marché du travail pendant une certaine période.⁵⁷

2-1 la mesure de chômage

Le chômage peut être mesuré à travers l'indicateur du taux de chômage et à travers les flux⁵⁸

- **À travers l'indicateur du taux de chômage :** Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs) on peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge, de la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par région, par nationalité, par niveau de diplôme. Le taux de chômage diffère de la part de chômage qui, elle, mesure la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population.

$$\text{Taux de chômage} = (\text{nombre de chômeurs} / \text{population active}) * 100$$

La population active : correspond à l'ensemble des personnes, en âge de travailler, qui exercent effectivement une activité professionnelle ou qui sont à la recherche d'un emploi.

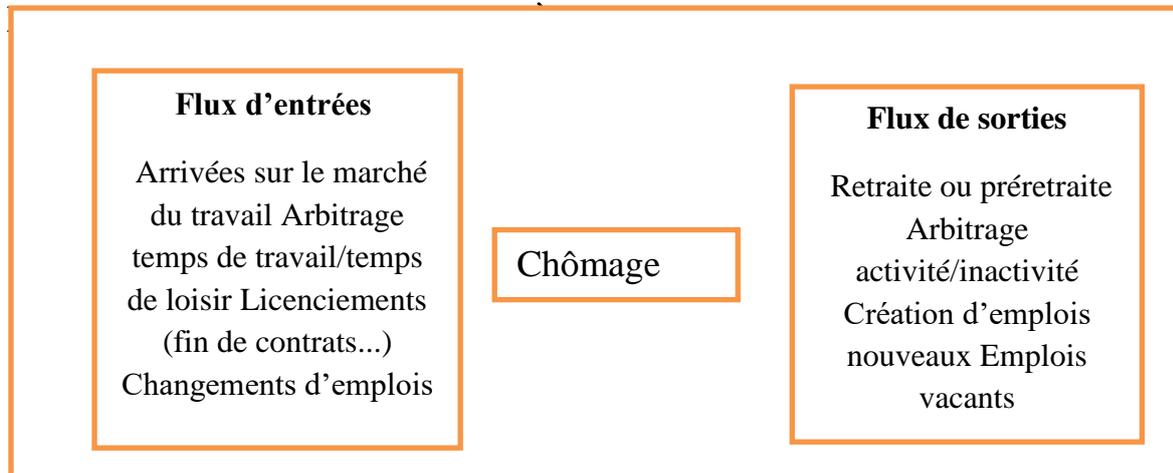
Les chômeurs : ce sont les gens qui veulent travailler mais qui n'ont pas trouvé de travail.

⁵⁷Majid. A et Afaf. A, (2004), « Introduction à l'analyse macroéconomique », Wael House for Publishing and Distribution, première édition, page 2001

⁵⁸Économie générale/CAPET/06.déséquilibres économiques

- **À travers les flux** : Dans une démarche dynamique, le nombre de chômeurs apparaît comme la différence entre les flux d'entrée et de sortie du chômage.

Figure N° 01 : les flux entrés et les flux sortis



Source : Mr DIEMER, cours en économie général [http:// www. Oeconomia.net/private/cours /economiegeneral](http://www.Oeconomia.net/private/cours/economiegeneral).

2-2 les types de chômage

Il existe plusieurs types de chômage parmi ses modèles on cite les suivants :

2-2-1 le chômage frictionnel

Ce type de chômage peut être défini comme étant la suspension d'une partie de la main-d'œuvre en raison du déménagement ou de la recherche de nouveaux emplois, et il peut apparaître temporairement en raison de l'évolution des conditions de travail et de la technologie, et de passage d'un emploi à un autre.

Le chômage frictionnel se caractérise, aussi, par sa présence dans toutes les économies, quel que soit son niveau de croissance et quelle que soit sa nature, car le marché du travail se caractérise par son dynamisme et son flux d'information n'est pas optimal. Parce que la recherche d'emploi par les travailleurs prend généralement un certain temps.⁵⁹

On peut distinguer deux types de chômage frictionnel : le chômage pendant la période de recherche d'emploi et le chômage pendant la période d'attente.

⁵⁹ Mohammed Hussein Al-Wadi, d. et Kazem .ja, Macroéconomie, analyse théorique et appliqué, Dar Al-Masirah pour l'édition ,1427-2007, page 164

A- Le chômage pendant la période de recherche d'emploi

Elle survient que ce soit de la part des travailleurs ou des hommes d'affaires en raison de l'hétérogénéité à la fois de la composante travail et des emplois dans une large mesure, où les individus différents en termes de motivations et de capacités même s'ils sont au même niveau d'éducation, de formation et d'expérience.

Il résulte du manque d'homogénéité des emplois que les établissements paient des salaires différents, offrent différentes possibilités de promotion, ainsi que les différentes conditions de travail.

B- Le chômage pendant la période d'attente

En attendant les nominations par le gouvernement ou les autorités officielles pour les nouveaux entrants qualifiés et les nouveaux venus sur le marché du travail au lieu de chercher un emploi dans d'autres domaines.

2-2-2le chômage structurel

C'est un type de chômage qui est dû à un déséquilibre profond et durable du marché du travail à cause des mutations de l'économie comme les changements technologiques. Face à ces modifications, un grand nombre de travailleurs se trouve en inadéquation avec les offres du marché de l'emploi et les qualifications demandées.

Ce type de chômage peut résulter des changements structurels qui peuvent survenir dans l'économie nationale, tels que la transformation d'une économie agricole en économie industrielle, transformation qui peut conduire à l'émergence de ce type de chômage.

2-2-3 le chômage conjoncturel

Le chômage conjoncturel est considéré comme un chômage obligatoire associé aux fluctuations de l'activité économique, ou économique. Car il apparaît dans un état déflation ou de récession. Lorsque la demande globale comme la consommation des ménages, les investissements de biens et de services, diminue, les propriétaires d'entreprises licencient une partie des travailleurs. Le chômage conjoncturel se résorbe avec le retour de la croissance économique qui nécessite des embauches de la part des entreprises.

Pour lutter contre le chômage conjoncturel, il faut des politiques économiques expansionnistes qui visent à accroître le niveau de la demande globale encouragent une augmentation des investissements, des exportations et des dépenses publiques et en réduisant à la fois les importations et les taxes. Toutefois, cela peut ne pas être compatible avec les

conditions des pays en développement en raison du manque de flexibilité du système productif face à l'augmentation de la demande, cela se reflète dans la hausse générale des prix sans augmentation significative de la production et de l'emploi, car le problème dans les pays en développement se situe du côté de l'offre.

2-2-4 le chômage saisonnier

Ce concept lié à certaines activités qui fluctuent selon les périodes de l'année dans certains secteurs économique (exemple : le tourisme). Autrement dit, le chômage saisonnier s'agit du chômage lié aux changements saisonniers de l'activité économique, il existe deux principaux types de travailleurs saisonniers, l'agriculture et le tourisme. Le travail agricole a toujours été de nature saisonnière. Pareil, la clientèle du département de tourisme change avec les saisons.

2-2-5 le chômage technologique

C'est un chômage dû à l'évolution technologique. Il traduit le remplacement progressif des efforts de l'homme par des machines. En effet, cette notion de chômage est parfois provoquée par une inadéquation entre les emplois disponibles qualitatifs et quantitatifs et les emplois attendus. Le chômage technologique rappelle que sous l'influence de l'innovation, les activités seront perturbées, par conséquent des salariés seront licenciés.

Un exemple de ce type de chômage moderne est le remplacement des caissiers dans les magasins de détail par des caisses automatiques.

2-2-6 Chômage technique

C'est lorsqu'une entreprise ne trouve pas les éléments nécessaires à la fabrication de ses produits ou lorsque ses fournisseurs n'arrivent pas à subvenir aux besoins de celle-ci, donc, elle se trouve donc dans une situation d'inactivité forcée et est contrainte de suspendre son activité pour des raisons techniques.

2-2-7 le chômage classique

Si la demande des biens et services est supérieure à l'offre, le niveau général des prix va augmenter⁶⁰. Cette hausse des prix va à la fois réduire la demande et élever l'offre. Ce second effet conduit à élever la demande de travail. Mais si le prix ne s'ajuste pas immédiatement, ou si les salaires sont indexés sur le prix, ce rééquilibrage ne se produira pas.

⁶⁰ONS rétrospective (1962-2011), page 67

On dit, alors, que les entreprises sont contraintes par l'offre. A vrai dire, les contraintes d'offre les empêchent de produire plus, donc d'employer davantage de main-d'œuvre.⁶¹

2-2-8 le chômage keynésien

Lorsque l'offre de biens et de services dépasse la demande, les prix baissent pour augmenter la demande et réduire l'offre. Si les prix ont besoin de temps pour s'ajuster, les entreprises seront contraintes par une demande insuffisante. Par conséquent, elles ne peuvent pas embaucher plus de main-d'œuvre. Parce que la demande de leurs biens et services est insuffisante.⁶²

2-2-9 Le Chômage volontaire

Dans le cas d'une concurrence pure et parfaite, les salaires réels sont totalement flexibles et l'interaction entre l'offre et la demande doit parvenir à un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché de travail, de sorte que les chômeurs ne peuvent pas devenir des volontaires.⁶³

2-3 Les déterminants de chômages

Parmi les facteurs qui déterminants le niveau de chômage on a : la légalisation, la croissance démographique, le solde migratoire, le niveau d'éducation, les niveaux de revenus accumulés et la conjoncture économique.

2-3-1 La légalisation

Elle définit la population active comme la population en âge de travailler et définie par deux restrictions : l'âge qui constitue l'âge minimum de la scolarité obligatoire et l'âge de la retraite qui détermine la limite maximale. Pour une même population totale, selon l'importance de l'écart entre les âges d'entrée et de sortie du marché du travail, différents pays auront plus ou moins de salariés.

2-3-2 La croissance démographique ⁶⁴

La croissance démographique ou accroissement démographique ou variation total de population est la différence entre l'effectif d'une population à la fin au début d'une période

⁶¹ Agnès B, et Al, (2009), « la politique économique » 2ème édition de boeck université, page 239

⁶² Agnès B, et Al, (2009), page 240

⁶³ BENABDERRAHMANE. L, (2012), conférence international sur « le chômage en Algérie : aspect théorique et réalité économique », université de M'sila, page 5.

⁶⁴ ARHAB. B, (2010), « contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique », thèse doctorat en science économique, Université A. MIRA Bejaia, page 85

donnée. L'effectif d'une population augmente quand il y a excédent des naissances sur les décès (solde naturel) et des entrées de migrants sur les sorties (solde migratoire).

La croissance démographique, le taux de natalité élevé observé à un moment donné conduira à une augmentation de la population active, atteignant d'autres niveaux équivalents au moins 15 ans plus tard. La croissance naturelle est fonction du taux de natalité et du taux de mortalité,

2-3-3 le solde migratoire

Cela peut être positif ou négatif, selon le nombre de personnes arrivant sur le territoire du pays par rapport à celles qui partent.⁶⁵ Cependant, un solde global positif ne signifie pas que l'immigration aura un impact significatif sur le stock de main-d'œuvre.

2-3-4 le niveau d'éducation

Le niveau d'éducation d'une personne correspond au niveau plus élevé d'un programme éducatif que l'individu suivi avec succès ainsi qu'au domaine d'étude de ce programme éducatif. Ce niveau d'éducation change d'un à un autre par rapport au niveau des études, aux niveaux primaires, secondaires et universitaire.

Les jeunes optent pour un allongement de la durée des études pour augmenter leurs chances d'accéder à un emploi.

2-3-5 la conjoncture économique

Les mauvaises conditions économiques réduisent les chances de trouver un emploi, ce qui rendent certaines personnes réticentes à rejoindre ou à rester sur le marché du travail. Le mécanisme du travail supplémentaire : dans ce cas, la mauvaise situation économique amène le risque de chômage familial et augmenter le nombre des personnes qui entrent ou continuent à travailler tout en restant inactives dans d'autres circonstances. Ces mouvements peuvent être spontanés ou organisés.

2-3-6 Les niveaux de revenus accumulés

Enfin dans ce dernier facteur qui détermine le niveau de chômage, L'amélioration de la productivité permettra aux travailleurs d'épargner leurs ressources et de cotiser pour leur retraite. En garantissant, ainsi, un niveau de vie correct même en cessant le travail, ce que les pousse à se retirer du marché du travail on se limiter au temps partiel.

⁶⁵ ARHAB.B, (2010), page 68

2-4 les causes et les conséquences de chômage

Le phénomène de chômage a de nombreuses cause et conséquence. Leur étude est compliquée par l'utilisation des mécanismes de déplacement de l'économie et de sa relation avec la formation économique et social de la société.

2-4-1 les causes de chômage⁶⁶

Il existe plusieurs causes du chômage. Parmi ces causes citons les suivants :

A- Manque de coordination sur le marché de travail

C'est le problème principal dans le système de planification et avec les autorités responsables, qui est représenté par l'incapacité de contrôler la main- d'œuvre, la raison est due :

-Au manque de formation ou d'orientation pour la formation : diriger l'étudiant universitaire sans prendre en compte son désir.

-À l'utilisation abusive des postes disponibles : postes qui ne correspondent pas à la formation obtenue.

B- Rôle technologique

Les pratiques économiques qui dépendent de la technologie de pointe ont conduit à une baisse de la demande de travail en raison de l'importation de machines et des modes d'utilisation.

La raison fondamentale qui a conduit au chômage des demandeurs d'emploi et de ceux qui avaient travaillés, est le licenciement massif de travailleurs soit par la réduction des postes, soit par l'expulsion massive, soit par la fin et la liquidation de l'activité de l'entreprise, et cela s'inscrit dans le cadre de l'ajustement structurel économique.

C- Manque d'emploi

Cette raison est principalement représentée par le manque de projets, d'institutions de production ou de services dans la ville, et la négligence de l'idée comme moyen fiable de fournir de l'emploi.

De plus, les nombreux facteurs aggravent le problème :

⁶⁶ Bachir. A-K, (2003), « les déterminants du chômage en Algérie », thèse de doctorat en statistique et économie appliquées, université d'Alger, p60.

- Le taux de récession
- Mauvaise gestion et inefficacité des programmes de planification des effectifs
- Pénurie de capital et de technologie moderne
- Le manque d'opportunités d'emploi dans les agences gouvernementales malgré la nécessité pour ces agences de changer, en particulier dans le secteur de l'éducation et de l'agriculture
- De nombreux travailleurs licenciés après la privatisation de nombreuses entreprises du secteur public
- Manque de travail manuel des citoyens en raison que les salaires sont bas
- La réticence des capitalistes à investir si la production n'aboutit pas à un profit suffisant pour suivre leurs ambitions
- L'augmentation continue de l'utilisation des machines et la hausse de productivité, qui appellent à réduire la durée du travail et à licencier des travailleurs

D- Les causes démographiques

- L'évolution démographique (des tranches d'âge ; plus d'arrivants que de partants sur le marché).
- Facteur sociologique avec le développement du travail féminin
- Le chômage d'incohérence (coexistence du chômage et pénurie de main-d'œuvre), il s'agit d'une cause importante du chômage qui nécessiterait une meilleure adaptation des formations aux demandes des entreprises et une revalorisation du travail manuel
- Formation professionnelle insuffisante ou inadaptée
- Refus des demandeurs d'occuper certains emplois car ils cherchent toujours le meilleur emploi avec un bon salaire

2-4-2 les conséquences du chômage

Le mot chômage désigne pour une personne une période plus ou moins longue pendant laquelle elle est privée de son emploi, volontairement ou involontairement. Elle a des conséquences graves pour la vie de chacun et pour tout le pays, et parmi ces conséquences mentionnons les suivantes :

A- Pour les chômeurs

Nous avons listé quelques conséquences ci-dessous :

- La première conséquence du chômage est la perte de pouvoir d'achat et l'endettement des ménages. Les salariés qui se retrouvent au chômage pendant 25% de leur revenu et le réduisent périodiquement en fonction de sa durée, cette perte de revenu peut conduire à un endettement excessif.
- La deuxième conséquence est une baisse de la consommation : la consommation des chômeurs diminue, et d'autres consommateurs ont aussi des attentes, ils reportent leurs achats, notamment d'équipements (maison, voitures, électroménager), car ils craignent d'être eux aussi touchés par le chômage.
- Dans la troisième conséquence qui est la perte des liens sociaux. Le statut social du chômeur affectera son image personnelle, la honte qu'il ressentait l'a coupé de sa famille et de ces amis, le chômeur perturbe l'équilibre de sa vie de famille.
- La dernière conséquence concerne la santé physique et mentale des chômeurs. L'identité personnelle et l'équilibre psychologique dépendent de la pratique quotidienne d'activité professionnelle, et les chômeurs sont confrontés à la douleur et au vide de la survie. Ce climat peut provoquer des maladies plus ou moins graves et parfois même des suicides.

B- Pour les entreprises

La baisse de l'offre de main-d'œuvre oblige les employeurs à travailler à de bas salaires, ce qui est bon et mauvais pour l'entreprise. Au fur et à mesure que les cotisations augmentent, les chômeurs doivent être indemnisés, sinon une baisse de la demande signifie une baisse de la consommation, ce qui entraîne une baisse de la production.

C- Pour les salariés

Dans ce concept, il n'y a pas que les chômeurs qui sont touchés par le chômage. Elle concerne également tous les salariés qui ont la chance de trouver un emploi, afin d'éviter le chômage. Dans la hiérarchie, les salariés peuvent avoir de multiples stratégies : obéir aux ordres et au pouvoir. La peur du chômage peut déclencher des comportements de soumission et empêcher les mouvements sociaux de se mobiliser pour lutter contre la dégradation des conditions de travail (baisse des salaires, intensification des rythmes de travail, hausse de la flexibilité et l'augmentation de la précarité).

D- Pour l'état

La montée du chômage a entraîné une diminution des recettes fiscales et une augmentation des dépenses publiques, pour réparer les dégâts causés par la hausse du

chômage et de la peur, le gouvernement doit augmenter le budget de ministère du travail et de l'emploi, des affaires Sociales et de la santé.

Section 03 : analyse de relation entre le régime de change et le taux de chômage

Nous allons traiter dans cette section le lien qui existe entre les régimes de change et le chômage via un survol des travaux théoriques et empiriques, en la matière. Or, ces investigations sont peu nombreuses.

3-1 Analyse théorique

La relation entre les régimes de change et le taux du chômage est une problématique rarement apprivoisée par les scientifiques en la matière, dans l'histoire des études sur la relation entre le régime de change et le chômage.

Fränkel et Rose (2006) ont étudié le rôle du taux de change réel et la performance du chômage au sein des pays d'américains latine. Les résultats de leur étude ont indiqué qu'il ne peut pas être rejeté ou négligé.

L'effet des fluctuations des taux de change sur le chômage en Afrique du Sud a été examiné par les deux auteurs (Nyahkuri et Nkoday 2013)⁶⁷ et ils ont pointé un résultat intéressant, à connaître que le taux de change est considéré comme le plus influent sur les taux de chômage par rapport à d'autres facteurs tels que le taux d'intérêt et la croissance économique et les exportations.

Le lien entre les fluctuations des taux de change et le marché de travail n'est ni évident ni direct. Comme nous le savons tous, par rapport au choc économique, aux chocs préférentiels ou technologiques, l'appréciation ou la dévaluation du taux de change améliore généralement le bien-être par rapport à des taux de change moins flexibles et affaiblit l'impact des changements soudains des flux commerciaux.

3-2 Analyse empirique

Selon les analyses empiriques, les premières contributions qui initient la relation qui existe entre les régimes de change et le chômage est celle de FELDMANN.H (2013)⁶⁸, à travers ces études il se polarise, essentiellement sur l'effet qui éprouve les différents régimes

⁶⁷ Hina Chimnani, Niaz Ahmed Bhutto, Falahuddin Butt, Sheeraz Ali Shaikh, The Effect of Exchange Rate on Unemployment Rate in Asian Countries, opp, P 8 -9.

⁶⁸ Reinhart and Calvo, (2008), « Exchange Rate Régimes and Unemployment ». In *Open Economies Review*, FMI, Volume 24.

de change sur le chômage. En effet, l'auteur utilise les données de 78 pays durant la période 1980-2008, et il constate que le passage d'un régime de change flexible à un régime de change fixe ou bien intermédiaire est susceptible de réduire considérablement le chômage. Aussi ils appliquent une classification des régimes de change en trois voies, l'effet estimé que le passage d'un régime de change arrimer vers un régime de change intermédiaire est indiquent d'environ deux points de pourcentage (environ un point de pourcentage après 2ans. Donc ces résultats sont déterminés la variation à la fois de la spécification et de classification de ces régimes en trois voies. Mais si on utiliser la classification de quatre voie, nous trouvons des preuves que le passage d'un régime de change flottent à un ancrage dur est le plus admissible de réduire le chômage.

Ils concluent dans ces études que il existe un apport positif des régimes de change fixe sur le taux de chômage, Toutes fois le choix du régime de change dépend de plusieurs ingrédients pour aboutir à de meilleures performances économiques. De même selon les auteurs. Belke, Hebler, (2002) Gazes, (2002), ils considèrent que la volatilité du taux de change met en péril le fonctionnement du marché de travail. Effectivement, leur analyse sur les pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) ont contracté beaucoup d'emprunts des institutions et cadre juridiques des États membres de l'UE, Ce qui augmente clairement les coûts associés à la création de travail et les salariés de réservation. Ces emprunts peuvent d'une certaine mesure s'expliquer par la proximité culturelle et géographique de L'OCED⁶⁹. Si bien que les décisions de l'emploi peuvent être assimilées à des décisions d'investissement, dont certain cout est irréversible. Il est donc basé sur l'impact de différentes mesures de la volatilité du taux de change sur le chômage. *Belke Hebler, 2001,2002 ; Riboud et al, (2002, page18)*, Durant leur analyse empirique Il utilisant des données de PECO pour 12 variations (les écarts type) mensuelles du logarithme de taux de change par rapport aux devises des principaux partenaires commerciaux. Aussi il utilisant les séries indices mensuelle des prix de consommation pour 31 pays. Tous ces variables qui les deux auteurs utiliser indique l'impact de variabilité du taux de change sur le taux de chômage. Si la population active est constante, tous les coefficients sur le chômage et sur le taux de croissance de l'emploi doivent être adéquats en valeur absolue d'un signe opposés. Ensuite, si la population active est diminuée l'impact de taux de change sur l'emploi doit être encore plus que sur le chômage.

⁶⁹Ansgar. B and Ralph.S, (2004), « Incertitude sur le taux de change et chômage dans les pays candidats » : un argument pour l'euroisation ? ». In *Économie & prévision*, N 163, P 63-74.

Enfin, Belke Hebler, (2002) ils concluent pendant leur analyse empirique et économétrique que la variabilité du taux de change à un impact négatif et statistiquement significatif sur le taux de chômage.

Au cours des dernières décennies, l'emploi dans le nombreux pays a baissé en raison de leur ouverture au commerce extérieur, et plusieurs études ont été menées sur ce sujet, telles que (Kim 2005) et (Wins 2006), qui ont fourni des preuves que les pays qui ont un degré d'ouverture plus élevé sont davantage affectés par les fluctuations de l'économie. Les taux de change en termes de chômage ou d'augmentation son déclin, Fitzkin (2004) a trouvé un impact négatif sur la dévaluation de la monnaie turque sur l'emploi ainsi que sur les salaires, mais les résultats n'étaient pas choquants étant donné la forte dépendance de la Turquie à l'égard des entrants étrangers. (Nasser et Manuhir 2006) ont constaté qu'une appréciation du taux de change de 1% détruit 0,95% des emplois échangeable au cours des deux prochaines années, et (Demer 2010) a constaté aussi que la variation moyenne de l'écart type du taux de change moyen réduit la croissance de l'emploi de 1,4 à 2,1 points de pourcentage.⁷⁰

⁷⁰ Zahra Bakhshi, MehrzadEbrahimi, The effect of real exchange rate on unemployment, OPP, P 8.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons évoqué le cadre théorique de la liaison entre régime de change et taux de chômage. Mais avant cela, nous avons pu traiter l'effet des régimes de change sur les variables économiques (à savoir : le PIB, les taux d'inflation, la balance commerciale et les taux de chômage), en générale. Et nous avons mis l'accent sur l'effet des régimes de change sur le chômage en particulier.

Selon les analyses des plusieurs auteurs, la relation entre les régimes de changes et le taux de chômage peut être significative. Les régimes de change peuvent avoir un impact négatif sur le taux de chômage en général. En effet, on conclut qu'à chaque fois la variabilité des taux de change diminue le taux de chômage diminue. À contrario, en situation des régimes de change flottants, les taux de chômage augmentent.

Chapitre 03

*Effet des régimes de change
sur le chômage en Algérie :*

Une analyse en Logit-Probit

Introduction

Après avoir évoqué le cadre théorique du régime de change ainsi que son évolution en Algérie et étudié la relation qui existe entre les régimes et les différentes variables macroéconomiques prises en compte dans notre analyse, à savoir : le chômage, la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB, nous allons dans ce chapitre procéder à une évaluation économétrique qui étudie l'effet des régimes de change sur les différentes variables explicatives. Pour cela nous adopterons un modèle Logit- Probit binaire.

De ce fait, le présent chapitre sera articulé autour de deux sections. La première concerne la présentation des modèles Logit- Probit binaire et leurs estimations. Quant à la deuxième section, elle sera réservée à l'estimation du Logit-Probit binaire de l'effet des différents régimes de change qu'adoptait l'Algérie sur la période 1970-2019.

Section 01 : La modélisation logistique : Logit-Probit binaire

Cette section est réservée à la présentation de la modélisation logistique à travers la présentation des deux lois statistiques les plus couramment utilisés dans la pratique qui sont la loi logistique et la loi de Gauss (distribution normale). Ces deux distributions sont utilisées pour l'estimation des modèles qualitatifs binaires appelés respectivement logit et Probit.

1-1 Le modèle Logit

Le modèle logit a une double nature. D'une part il, s'agit d'un modèle de régression dans laquelle la variable dépendante est binaire. D'autre part, c'est une alternative à l'analyse discriminante linéaire. Le logit peut également être considéré comme un modèle économique au choix discret. Le modèle logit la loi de type logistique si la fonction de réparation des erreurs soit une loi logistique.

La fonction de réparation de logit binaire est comme suivie :

$$P_i = \Phi(\beta_0 + \beta_1 X_i) = \frac{1}{1 + \exp(-(\beta_0 + \beta_1 x_i))}$$

La fonction Logit pourra se transformer, si nous notons P_i la probabilité que $P(y_i = 1)$, nous aurons, alors, la représentation suivante :

$$\text{Log} \left(\frac{p_i}{1-p_i} \right) = x_i \beta$$

Si l'on vérifie bien que la probabilité que $y_i = 1$ est une fonction croissante de la combinaison linéaire $x_i \beta$

1-1-1 Estimation du modèle logit

L'estimation d'un modèle logit repose aussi sur la maximisation de vraisemblance, on peut définir la méthode vraisemblance c'est la probabilité d'observer un échantillon, il est donné les paramètres du processus ayant engendré les données. La vraisemblance est donnée par :

$$L(\mathbf{y}, \mathbf{x}, \boldsymbol{\beta}) = \prod_{i=1}^N L(y_i, x_i, \boldsymbol{\beta})$$

Ou N : taille de l'échantillon constitué de paires $\{y_i, x_i\}$;

$i = 1, 2, \dots, N$;

y_i : variable dépendante ;

x_i : variables explicatives ; vecteur à $1 \times k$ dimension

Dans le modèle logit l'équation de vraisemblance est écrit comme suit :

$$L(y, x, \beta) = \prod_{i=1}^N \left[\frac{1}{1 + \exp(x_i \beta)} \right]^{1-y_i} \left[\frac{\exp(x_i \beta)}{1 + \exp(x_i \beta)} \right]^{y_i}$$

Soit $f(y_i, x_i, \beta)$ la probabilité de densité conjointe associée au couple $\{y_i, x_i\}$ où $f(\cdot)$ est une fonction croissante à valeurs positives et β un vecteur $G \times 1$ de paramètres.

1-2 Le modèle Probit

Le Probit est un modèle probabiliste non linéaire basé sur une distribution normal, utilisé notamment en marketing, lorsque l'on est en présence de variables a expliqué binaire.

Le modèle probit : loi normal si la fonction de réparation des erreurs notée ϵ_i suite une loi normale notée Φ .

$$P_i = \int_{-\infty}^{\beta_0 + \beta_1 x_i} \varphi(t) dt = \Phi(\cdot)$$

$$\text{Ou : } \Phi(X) = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-x^2/2} \text{ et } \Phi(X) = \int_{-\infty}^x \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-t^2/2} dt$$

Pour utiliser ces expressions avec U_i , qui de variance δ^2 , on doit réduire largement de la probabilité que $y_i = 1$, en divisant par l'écart type δ :

$$\text{Pros } (y_i=1) = \text{Prob } (u_i > -x_i \beta) = \text{Prob } (u_i < x_i \beta)$$

1-2-1 Estimation du modèle Probit

En posant l'hypothèse que les nombres des observations sont indépendantes et identique ment distribuées. La vraisemblance du modèle s'écrit comme la produit de

probabilités associées aux réalisations de y_i . Notons N_1 et N_0 respectivement l'ensemble des observations pour lesquelles $\{y_i = 1\}$ et $\{y_i = 0\}$. Cette vraisemblance s'écrit pour le Probit comme suit :

$$L(y, x, \beta) = \prod_{N_1} [\Phi(x_i \beta)] \prod_{N_0} [1 - \Phi(x_i \beta)]$$

L'algorithme de maximisation numérique de log- vraisemblance est nécessaire, la fonction de log – vraisemblance s'écrit comme suit :

$$H(\beta) = - \sum_{i=1}^N \frac{\Phi(x_i \beta) x_i' x_i}{\Phi(x_i \beta) [1 - \Phi(x_i \beta)]}$$

1-3 La comparaison entre le Probit et le logit

Dans la pratique le modèle logit et Probit sont très similaires en termes d'ajustement statistique. En fait, la distribution normale et la distribution logistique font partie de la même série de lois exponentielles⁷¹. On ne remarque la différence que lorsque l'échantillon est très grand, car ces deux distributions de probabilités ne se comportent qu'aux deux extrémités du support (valeurs basses et hautes de la fonction de la repartions). Pour une distribution normale, le poids de la probabilité extrêmes est plus faible, et la fonction de repartions tend vers 0 ou vers 1 plus rapidement.

On a vu que, dans le cas du modèle Probit il n'est pas possible d'estimer séparément le vecteur de paramètre β et l'écart type σ , car ils apparaissent comme un rapport. Mais dans le modèle logit il imposant la variance de l'erreur du modèle $\pi^2/3$, il n'est donc pas possible non plus d'identifier l'écart type de U_i .

En fin, une différence importante entre les deux modèles logit et Probit repose ainsi sur le fait que, la modélisation n'étant pas les mêmes, les valeurs estimées des paramètres ne sont pas directement comparables. Pour ce faire, il convient d'utiliser le facteur $\pi / \sqrt{3} \approx 1,81$. Pour le modèle Probit : on multiplie les estimateurs par le facteur $\pi / \sqrt{3}$ pour faire la comparaison

⁷¹ Gouriéroux. C, (1989), « économétrie des variables qualitative », Economica, Paris, page 79.

avec le modèle logit. Inversement, ou l'on multiplie ceux de logit par $\sqrt{3} / \pi$ pour comparer avec le Probit.⁷²

Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire

Comme toute méthode d'analyse, l'économétrie repose sur des nombreuses variables uniques les principales composantes d'un modèle économétrique sont les variables à expliquer, les variables explicatives, les perturbations et les paramètres. Cette section est consacrée pour la présentation des variables utilisée pour l'analyse de l'effet des régimes de change sur le chômage en Algérie à travers un modèle Logit-Probit binaire.

2-1 le choix des variables

La représentation économétrique se fait par une fonction mathématique composée des variables endogènes et des variables exogènes. Dans notre cas, les variables taux de croissance de PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage et la balance extérieure sont utilisées afin d'analyser le modèle Logit-Probit binaire.

Les variables choisies seront analysées dans le cadre de l'économie algérienne durant la période 1970-2019. Les sources de données sont extraites de la base de données de l'Office National des Statistiques (ONS) et de la banque mondiale.

2-1-1 Le taux de croissance de PIB (PIB)

Noté **PIB** dans le modèle estimé. Il est l'une des variables explicatives du modèle. Elle est considérée comme l'un des meilleurs indicateurs de mesure de la croissance économique. Le PIB vise à quantifier l'activité économique interne d'un pays. Sa variation d'une période à l'autre est censée mesurer son taux de croissance économique. Son augmentation signifie qu'il y a une croissance économique. Ses données sont extraites en (%) à travers banque mondiale sur la période 1970- 2019.

2-1-2 Le taux d'inflation (TAUXINF)

⁷²Alban. T, (2000), « économétrie des variables qualitative », Edition DUNOD, Paris, page 59

Le taux d'inflation est mesuré par la variation en % du niveau général des prix d'une période à l'autre. Le taux d'inflation est mesuré par rapport à l'indice des prix à la consommation (IPC). Il reflète les variations du coût d'un panier de biens et services acheté par le consommateur moyen. Les données sont exprimées en % et proviennent de la banque mondiale pendant la période 1970-2019.

2-1-3 La balance commerciale (BALANCECOMM)

La balance commerciale retrace l'ensemble des échanges de biens entre l'Algérie et le reste du monde. La balance commerciale est la différence entre la valeur des exportations et des importations de bien en Algérie. Les exportations sont les biens produits en Algérie puis vendus à l'étranger, tandis que les importations désignent les biens produits à l'étranger puis achetés en Algérie. La balance commerciale a été établie par les données officiels de la banque mondiale durant la période 1970 jusqu'à 2019.

2-1-4 Le taux de chômage (TAUXCHOMAGE)

Le taux de chômage (TCH) est le pourcentage des personnes faisant partie de la population active qui sont au chômage. La population active est la population en âge de travailler et qui travaille ou souhaite travailler. Un chômeur est une personne qui n'a pas d'emploi et qui en recherche un. Le taux de chômage il mesure en général le nombre des chômeurs, les données sont exprimés en (%) selon les données officielles de l'ONS durant la période 1970-2019.

2-1-5 Le régime de change (REGIMECHANGE)

Est une variable qualitative binaire qui prend la valeur 0 si le régime de change adopté est fixe et la valeur 1 si le régime de change est flottant géré.

2-2 Estimation du modèle Logit-Probit sur les variables choisies

L'estimation du modèle Logit-Probit binaire est faite sur le logiciel Eviews 10. Les variables explicatives sont étalées sur 50 observations. Quant à la variable dépendante « Régime de change », qui est une variable binaire, elle est présentée ainsi :

$$\begin{cases} \mathbf{Y_i} = \mathbf{0} & \text{le régime de change est fixe} \\ \mathbf{Y_i} = \mathbf{1} & \text{le régime de change est flottant géré} \end{cases}$$

Dans le tableau N°06 et N°07 sont reportés les résultats d'estimation du modèle Logit-Probit binaire.

Tableau N° 06 : Estimation du modèle Logit

| Dependent Variable: REGIMECHANGE | | | | |
|--|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps) | | | | |
| Date: 06/22/21 Time: 12:01 | | | | |
| Sample: 1970 2019 | | | | |
| Included observations: 50 | | | | |
| Convergence achieved after 5 iterations | | | | |
| Coefficient covariance computed using observed Hessian | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | z-Statistic | Prob. |
| C | 2.386584 | 1.197099 | 1.993640 | 0.0462 |
| TAUXCHOMAGE | -0.066410 | 0.057876 | -1.147456 | 0.2512 |
| TAUXINF | -0.117614 | 0.062872 | -1.870682 | 0.0614 |
| BALANCECOMM | 0.133786 | 0.049559 | 2.699551 | 0.0069 |
| PIB | -0.058216 | 0.078468 | -0.741909 | 0.4581 |
| McFadden R-squared | 0.319333 | Mean dependent var | 0.500000 | |
| S.D. dependent var | 0.505076 | S.E. of regression | 0.407819 | |
| Akaike info criterion | 1.143605 | Sum squared resid | 7.484237 | |
| Schwarz criterion | 1.334808 | Log likelihood | -23.59013 | |
| Hannan-Quinn criter. | 1.216416 | Deviance | 47.18027 | |
| Restr. deviance | 69.31472 | Restr. log likelihood | -34.65736 | |
| LR statistic | 22.13445 | Avg. log likelihood | -0.471803 | |
| Prob(LR statistic) | 0.000188 | | | |
| Obs with Dep=0 | 25 | Total obs | 50 | |
| Obs with Dep=1 | 25 | | | |

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews10

Tableau N°07 : Estimation du modèle Probit

| Dependent Variable: REGIMECHANGE | | | | |
|---|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Method: ML - Binary Probit (Newton-Raphson / Marquardt steps) | | | | |
| Date: 06/22/21 Time: 12:06 | | | | |
| Sample: 1970 2019 | | | | |
| Included observations: 50 | | | | |
| Convergence achieved after 5 iterations | | | | |
| Coefficient covariance computed using observed Hessian | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | z-Statistic | Prob. |
| C | 1.313873 | 0.665705 | 1.973657 | 0.0484 |
| TAUXCHOMAGE | -0.038066 | 0.034405 | -1.106421 | 0.2685 |
| TAUXINF | -0.056659 | 0.030307 | -1.869496 | 0.0616 |
| BALANCECOMM | 0.081122 | 0.028188 | 2.877878 | 0.0040 |
| PIB | -0.033398 | 0.047061 | -0.709680 | 0.4779 |
| McFadden R-squared | 0.312829 | Mean dependent var | 0.500000 | |
| S.D. dependent var | 0.505076 | S.E. of regression | 0.413131 | |
| Akaike info criterion | 1.152621 | Sum squared resid | 7.680488 | |
| Schwarz criterion | 1.343823 | Log likelihood | -23.81553 | |
| Hannan-Quinn criter. | 1.225432 | Deviance | 47.63105 | |
| Restr. deviance | 69.31472 | Restr. log likelihood | -34.65736 | |
| LR statistic | 21.68366 | Avg. log likelihood | -0.476311 | |
| Prob(LR statistic) | 0.000232 | | | |
| Obs with Dep=0 | 25 | Total obs | 50 | |
| Obs with Dep=1 | 25 | | | |

Source: réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews10

2-2-1 Interprétation des résultats du Logit

L'estimation du modèle logit est couronnée par l'équation suivante

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 \text{tauxchomage} + \beta_2 \text{tauxinf} + \beta_3 \text{balancecomm} + \beta_4 \text{PIB} + \varepsilon_t$$

$$Y_i = 2,3865 - 0,0664 \text{tauxchomage} - 0,1176 \text{tauxinf} + 0,1337 \text{balancecomm} \\ - 0,0582 \text{PIB} + \varepsilon_t$$

Avant d'interpréter les résultats de l'estimation, nous devons valider le modèle sur le plan statistique.

➤ **Validation statistique du modèle**

Tout d'abord, nous testerons la significativité des coefficients estimés des variables explicatives. Pour cela, nous comparons la probabilité de chaque coefficient de variable au risque α au seuil de 10%. La constante a une probabilité égale 0,0462 qui est inférieure à $\alpha=10\%$. Ceci dit, la constante est significative. Quant à la probabilité du coefficient du taux de chômage, elle est de 0,2512, qui est supérieur à 0,1. Ce qui signifie que la variable chômage n'est pas significatif. Or, la variable taux de chômage est indispensable dans notre analyse afin d'apporter des éléments de réponse à notre problématique.

Subséquentement nous avons estimé le modèle Probit afin de vérifier les résultats apportés par ce dernier.

2-2-2 Interprétation des résultats du Probit

Dans le tableau (2) sont reportés les résultats d'estimation d'un modèle probit binaire

$$Y_i = \beta_0 + \beta_2 \text{tauxchomage} + \beta_2 \text{tauxinf} + \beta_3 \text{balancecomm} + \beta_4 \text{PIB} + \varepsilon t$$

$$Y_i = 1,3138 - 0,0380 \text{tauxchomage} - 0,0566 \text{tauxinf} + 0,0811 \text{balancecomm} \\ - 0,0333 \text{PIB} + \varepsilon t$$

➤ **Validation statistique du modèle**

En comparant les probabilités de chaque variable au risque α au seuil de 10%.

Les variables taux de chômage a une probabilité critique de 0,2685 qui est largement supérieur au risque α .

Par conséquent, nous devons tenter une épuration du modèle, selon une approche conventionnelle générale consistant à aller du général au parcimonieux, à travers de multiples manipulations nous avons abouti à un résultat exploitable, relativement robuste d'un point de vue économétrique.

2-3 Estimation du modèle Logit-Probit après suppression de la variable taux d'inflation

Nous procédons à une nouvelle estimation en retirant la variable taux d'inflation. Nous allons estimer un autre logit binaire, en retirant la variable de taux d'inflation, Dans le tableau (8) sont reportés les résultats d'estimation d'un modèle logit binaire.

Tableau N° 08 : Estimation du modèle Logit

| Dependent Variable: REGIMECHANGE | | | | |
|--|-------------|-----------------------|-------------|--------|
| Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps) | | | | |
| Date: 06/22/21 Time: 11:24 | | | | |
| Sample: 1970 2019 | | | | |
| Included observations: 50 | | | | |
| Convergence achieved after 4 iterations | | | | |
| Coefficient covariance computed using observed Hessian | | | | |
| Variable | Coefficient | Std. Error | z-Statistic | Prob. |
| C | 1.878370 | 1.122653 | 1.673153 | 0.0943 |
| PIB | -0.029104 | 0.082532 | -0.352644 | 0.7244 |
| BALANCECOMM | 0.143508 | 0.045899 | 3.126624 | 0.0018 |
| TAUXCHOMAGE | -0.098899 | 0.054755 | -1.806199 | 0.0709 |
| McFadden R-squared | 0.252794 | Mean dependent var | 0.500000 | |
| S.D. dependent var | 0.505076 | S.E. of regression | 0.441136 | |
| Akaike info criterion | 1.195848 | Sum squared resid | 8.951632 | |
| Schwarz criterion | 1.348810 | Log likelihood | -25.89620 | |
| Hannan-Quinn criter. | 1.254097 | Deviance | 51.79240 | |
| Restr. deviance | 69.31472 | Restr. log likelihood | -34.65736 | |
| LR statistic | 17.52232 | Avg. log likelihood | -0.517924 | |
| Prob(LR statistic) | 0.000552 | | | |
| Obs with Dep=0 | 25 | Total obs | 50 | |
| Obs with Dep=1 | 25 | | | |

Source: réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews10

L'équation estimée et reportée ci-dessous :

$$Y_i = 1.8783 - 0.0291PIB + 0,1435balancecomm - 0,0988tauxchomage + \varepsilon_t$$

2-3-1 Validation statistique de modèle

a- Tests de significativité des paramètres :

Il faut, tout d'abord, tester la significativité de chaque paramètre pour cela il faut poser :

$$H_0 : B_k = 0$$

$$H_1 : B_k \neq 0$$

On va comparer la probabilité de chaque paramètre a seuil α qui est de 10% ainsi

Si la probabilité $> \alpha$ 10% on accepte H_0

Si la probabilité $< \alpha$ 10% on accepte H_1

- La probabilité de la constante est égale 0,0943, donc elle est inférieure à α qui égale à 10%. On accepte H_1 , alors la constante est significative.,
- La variable de PIB a une probabilité critique de 0,7244. On accepte H_0 cette variable n'est pas significative.
- La variable de la balance commerciale sa probabilité est égale 0,0018, il est inférieur à α qui égale à 10%, On accepte H_1 , cette variable est significative.
- La variable taux de chômage a une probabilité critique de 0,0709, elle est inférieur à α qui égale à 10% On accepte H_1 , donc il est significative.

b- Test de significativité global du modèle

Nous comparons le rapport de vraisemblance noté LR (donner par la sortie de logiciel) à la statistique Khi- deux tabulée a k degré de liberté (sachant k est le nombre des variables explicatives), k = 3

Si $LR > \chi^2$ On accepte H_1 il existe au moins un coefficient significatif

Si $LR < \chi^2$ On accepte H_0 aucun coefficient n'est significatif

La valeur de Khi- deux tabulée au degré de liberté k=3, χ^2_3 au seuil de 10% est égale à 6,251.

LR statistique = 17,5223, donc $\chi^2_3 < LR$, 6,251 < 17,5223 donc on accepte H_1 il existe au moins un coefficient significative .

Le modèle sur le plan statistique est globalement significatif.

Nous allons estimer un autre Probit binaire, en retirant la variable de taux d'inflation, Dans le tableau (9) sont reportés les résultats d'estimation d'un modèle Probit binaire.

Tableau N° 09 : Estimation de modèle Probit

Dependent Variable: REGIMECHANGE
Method: ML - Binary Probit (Newton-Raphson / Marquardt steps)
Date: 06/22/21 Time: 11:38
Sample: 1970 2019
Included observations: 50
Convergence achieved after 4 iterations
Coefficient covariance computed using observed Hessian

| Variable | Coefficient | Std. Error | z-Statistic | Prob. |
|-------------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 1.182224 | 0.655793 | 1.802738 | 0.0714 |
| BALANCECOMM | 0.088534 | 0.026779 | 3.306039 | 0.0009 |
| TAUXCHOMAGE | -0.061784 | 0.031995 | -1.931063 | 0.0535 |
| PIB | -0.017481 | 0.049422 | -0.353718 | 0.7235 |

| | | | |
|-----------------------|----------|-----------------------|-----------|
| McFadden R-squared | 0.258191 | Mean dependent var | 0.500000 |
| S.D. dependent var | 0.505076 | S.E. of regression | 0.440572 |
| Akaike info criterion | 1.188366 | Sum squared resid | 8.928758 |
| Schwarz criterion | 1.341328 | Log likelihood | -25.70914 |
| Hannan-Quinn criter. | 1.246614 | Deviance | 51.41828 |
| Restr. deviance | 69.31472 | Restr. log likelihood | -34.65736 |
| LR statistic | 17.89643 | Avg. log likelihood | -0.514183 |
| Prob(LR statistic) | 0.000462 | | |

| | | | |
|----------------|----|-----------|----|
| Obs with Dep=0 | 25 | Total obs | 50 |
| Obs with Dep=1 | 25 | | |

Source: réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews10

2-3-2 Validation statistique du modèle

Dans ce modèle l'équation estimée est la suivante :

$$Y_i = 1,1822 + 0,0885 \text{ balancecomm} - 0,0617 \text{ tauxchomage} - 0,0174 \text{ PIB} + \text{et}$$

a- Test de significativité des paramètres

Dans cette étape, nous allons tester la probabilité de chaque variable on compare à α au seuil de 10%

Si la probabilité est supérieure à 0,1 donc on accepte H_0

Si la probabilité inférieure à 0,1 donc on accepte H_1

- La constante est toujours significative $0,0714 < 0,1$ on accepte H_1
- La variable de la balance commercial a une probabilité critique qui est égale à $0,009 < 0,1$, donc il est significative, aussi la variable de taux de chômage sa probabilité = $0,0535 < 0,1$, donc cette variable est significative. pour les deux on accepte H_1 .
- La variable de PIB il a une probabilité qui égale à $0,7235$ qui est supérieur à $0,1$, donc n'est pas significative, on accepte H_0 .

b- Test de significativité global du modèle

De ce fait, on compare le rapport de vraisemblance noté LR à la statistique Khi- deux tabulée a k degré de liberté (sachant est le nombre des variables explicatives), $k = 3$.

Si $LR > \chi^2$ On accepte H_1 il existe un coefficient de significative

Si $LR < \chi^2$ On accepte H_0 aucun coefficient qui est significative

La valeur de Khi- deux tabulée au degré de liberté $k=3$, χ_3^2 a seuil de $10\% = 6,251$.

LR statistique = $17,8964$, donc $\chi_3^2 < LR$, $6,251 < 17,8964$ donc on accepte H_1 il existe au moins un coefficient significatif.

On a trouvé les mêmes résultats pour les deux modèles, Le modèle sur le plan statistique est globalement significatif et bon.

c- Table de prédiction des résultats

Dans l'objectif d'appréhender les qualités prévisionnelles du modèle sur l'échantillon, nous avons fait recours à la table de prédiction reportée dans le tableau N°10, en comparant la probabilité estimée pour individu d'être $Y_i = 1$ (p (Dep =1) au seuil arbitraire de 50% à la valeur de $Y_i = 0$ ou bien 1.

Pour cette application, nous avons 25 observation pour lesquelles ($Y_i = 0$) le modèle indique que 18 observation ont une probabilité estimée que le régime de change soit flottant géré, inférieur à 50% . Dans 72% des cas le régime de change fixe est correctement prévu.

Pour 25 des observations pour lesquelles ($Y_i = 1$), le modèle indique que 16 observation que ont une probabilité estimée supérieur à 50% . Dans 64% des cas le régime de

change flottant géré est donc correctement prévu. Donc on va dire que le taux d'erreur est totalement faible.

Tableau N° 10 : table de prédictions et des reresultats attendus

| Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification | | | | | | |
|--|--------------------|-------|-------|----------------------|--------|-------|
| Equation: UNTITLED | | | | | | |
| Date: 06/22/21 Time: 11:32 | | | | | | |
| Success cutoff: C = 0.5 | | | | | | |
| | Estimated Equation | | | Constant Probability | | |
| | Dep=0 | Dep=1 | Total | Dep=0 | Dep=1 | Total |
| P(Dep=1)<=C | 18 | 9 | 27 | 25 | 25 | 50 |
| P(Dep=1)>C | 7 | 16 | 23 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 25 | 25 | 50 | 25 | 25 | 50 |
| Correct | 18 | 16 | 34 | 25 | 0 | 25 |
| % Correct | 72.00 | 64.00 | 68.00 | 100.00 | 0.00 | 50.00 |
| % Incorrect | 28.00 | 36.00 | 32.00 | 0.00 | 100.00 | 50.00 |
| Total Gain* | -28.00 | 64.00 | 18.00 | | | |
| Percent Gain** | NA | 64.00 | 36.00 | | | |
| | Estimated Equation | | | Constant Probability | | |
| | Dep=0 | Dep=1 | Total | Dep=0 | Dep=1 | Total |
| E(# of Dep=0) | 16.20 | 8.80 | 25.00 | 12.50 | 12.50 | 25.00 |
| E(# of Dep=1) | 8.80 | 16.20 | 25.00 | 12.50 | 12.50 | 25.00 |
| Total | 25.00 | 25.00 | 50.00 | 25.00 | 25.00 | 50.00 |
| Correct | 16.20 | 16.20 | 32.40 | 12.50 | 12.50 | 25.00 |
| % Correct | 64.80 | 64.80 | 64.80 | 50.00 | 50.00 | 50.00 |
| % Incorrect | 35.20 | 35.20 | 35.20 | 50.00 | 50.00 | 50.00 |
| Total Gain* | 14.80 | 14.80 | 14.80 | | | |
| Percent Gain** | 29.59 | 29.59 | 29.59 | | | |

*Change in "% Correct" from default (constant probability) specification
 **Percent of incorrect (default) prediction corrected by equation

Source: réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews10

2-4 Interprétation économique des résultats

Les coefficients ayant des signes positifs et négatifs, signifie que l'augmentation d'une variable parmi les variables explicatives indique qu'il y a une hausse ou bien baisse de l'opportunité du régime de change flottant géré durant la période d'étude.

La variable de la balance commerciale est significative et de signe positive, cela indique que la balance commerciale un effet positif sur le régime de change flottant géré. Cela signifie que le régime de change flottant favorise la prospérité de la balance commerciale.

La variable de taux de chômage, qui est significative avec un signe négatif, indique qu'au cours de la période de régime de change flottant le taux de chômage a diminué. Nous

pouvons donc avancer que le régime de change flexible favorise une performance en termes de taux de chômage.

La variable de taux d'inflation est significative de signe négatif, l'opportunité d'un régime de change flexible gérer est donc plus grande.

Conclusion

Dans ce chapitre, notre étude a pour objet d'analyser les effets des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie durant la période 1970-2019. Nous avons procédé par l'estimation des modèles Logit et Probit. De ce fait, notre analyse a débuté par le choix des variables. Ces dernières sont tirées des travaux de recherches en la matière. Par la suite nous avons procédé à une épuration du modèle afin d'aboutir à des résultats significatifs sur le plan statistique. Nous sommes parvenus au résultat selon lequel le régime de change flottant géré apporte de meilleurs résultats en termes de taux de chômage. Quant à la balance commerciale, elle est impactée positivement par le régime de change flottant géré pendant la période 1995 – 2019 par contre le PIB est affecté négativement par le régime de change flexible géré.

Conclusion générale

Conclusion générale

Les différentes politiques économiques utilisées par les États servent à améliorer la situation économique des différents pays, comme l'Algérie. Parmi ces politiques, on peut distinguer la politique monétaire et la politique de change. Particulièrement, cette dernière agit sur la politique économique par la stabilisation des niveaux des prix, l'équilibre de la croissance économique et la balance commerciale avec la réduction des taux de chômage.

À partir de notre travail, qui s'intéresse à étudier l'impact des régimes de change sur les variables macroéconomiques en Algérie, essentiellement, le chômage. De nos lectures et l'analyse économétrique que nous avons faite, on peut tirer des informations importantes, que nous résumons dans cette conclusion.

Le régime de change définit les règles institutionnelles, ces règles précisent comment déterminer le prix du changement. Ces derniers ont subi d'énormes changements pour s'adapter à la transformation du système monétaire international.

Depuis l'effondrement du système de Bretton –Woods en 1973, l'économie mondiale a été soumise à divers régimes de change (fixe, intermédiaire et flexible). Les pays peuvent choisir le système de taux de change qui convient à leurs propres pays et déclarer au FMI (fond monétaire international) qui adoptait deux classifications essentielles, la classification de jure, cette dernière souffre de plusieurs limites, la plus importante étant la divergence entre la notification des différents pays et les faits en matière de politique de change. À cet effet, le FMI opte une autre nouvelle classification qui est la classification de facto. Ensuite, avec la liquidité internationale croissante du capital, la flexibilité est devenue l'un des tendances dominantes. Avec l'aide de l'internationalisation de l'économie et du développement des nouvelles technologies de l'information et la communication, cette situation entraînée un développement considérable du marché de change soit sur le marché officiel ou bien le marché parallèle.

La littérature sur les régimes de change montre que le type de régime de change adopté par un pays peut avoir un effet sur le taux de chômage, aussi pour les différents indicateurs macroéconomiques comme le taux d'inflation, PIB et la balance commerciale. En effet, à chaque fois la variabilité de taux de change augmente le chômage est diminué, cela indique une stabilisation aux niveaux des prix, et un équilibre de la balance commerciale et la croissance économique par la hausse des exportations et la baisse des importations. Le système de taux de change flottant géré provoque de l'inflation, ce que laissent les agents

Conclusion générale

économiques dans une certaine incertitude, le régime de change fixe élimine un important mécanisme macroéconomique à savoir la variation de taux de change.

Par ailleurs, Le chômage est un phénomène majeur, il affecte l'économie en affectant le niveau de vie des individus. L'Algérie est menacée par cette ambiguïté sociale comme toutes les autres économies du monde. Le taux de chômage est très élevé en Algérie, atteignant 29% à la fin des années 1990, et ces taux sont passés de 2001 à 2012 à 10%.

Enfin, pour illustrer notre travail nous sommes passées à l'analyse économétrique et logistique qui s'appliquent dans la modélisation des variables par l'estimation de modèle logit-Probit binaire pour déterminer quelle est l'impact de régime de change sur le taux de chômage à travers les données de l'Algérie durant la période 1970-2019. Les résultats de cette application indiquent que le régime de change est appliqué en deux période, 1970-1994 caractérisés par un régime de change rigide (fixe) et la période de 1995 jusqu'à 2019 caractérisée, quant à elle, par un régime de change flottant géré.

Les résultats de l'estimation du modèle Logit-Probit suggèrent l'adoption d'un régime de change flexible géré à un effet positif sur le taux de chômage, la balance commerciale on peut dire qu'il y a un équilibre sur la balance commerciale par l'augmentation des exportations et une diminution des importations cela signifie une baisse des taux de chômeurs.

Bibliographie

Références bibliographiques

➤ **Ouvrages**

- Agnès Bénassy, Quéré, Benoit Coeuré, Pierre Jacquet, Jean Pisani, Ferry, (2009), « politique économique » 2^{ème} édition de Boeck université.
- Agnès B, et Al, (2009), « la politique économique » 2^{ème} édition de Boeck université.
- Alban, T, (2000), « économétrie des variables qualitative, Edition DUNOD, Paris.
- Amina. L- REVIL, (1999), « les régimes de change », édition la découverte », paris.
- BIALES. CH, « le taux de change », Montpellier (France), décembre, 2013.
- Benissad.H, (1994), « Algérie, restructurations et réforme économique (1979-1993) », O.P.U, Alger.
- DEMAZIERE. D, (1995), « la sociologie du chômage ». Édition la découverte, PARIS.
- Gouriéroux. C, (1989), « économétrie des variables qualitative », Economica, 2^{ème} Edition, Paris.
- JACQUEMOT. P et ASSIDON. A, (1988), « politique de change et ajustements en Afrique », éd. La documentation.
- Majid. A et Afaf. A, (2004), « Introduction à l'analyse macroéconomique », Wael House for Publishing and Distribution, première édition.
- Plihon. D, (2001), « les taux de change », 3^oéd – paris : la découverte.
- Yves. Set et Delphine. L, (2004), « technique financiers international », Edition Économisa, paris.

➤ **Articles et revues**

- ABDALLAH. A, (2005) : « Taux de change réel d'équilibre pour un PED : application aux pays du Maghreb ».
- Aloui .C et Sassi. H, (2005), « Régime de change et croissance économique : une investigation empirique », Économie internationale, N° 104.

- Ansgar. B and Ralph.S, (2004), « Incertitude sur le taux de change et chômage dans les pays candidats » : un argument pour l'euroïisation ? ». *In Économie & prévision*, N 163, P 63-74.
- BENABDERRAHMANE. L, (2012), conférence international sur « le chômage en Algérie : aspect théorique et réalité économique », université de M'sila.
- Brahim. G, (2000), « les marchés des changes : entre l'officiel et l'informel » *Revue campus n°12*, université mouloud Mammeri, Tizi Ouzou.
- Guendouzi. B, (2002), « le marché de change : entre l'officiel et l'informel », *Revue campus n° 13*.
- Majid. A et Afaf. A, (2004), « Introduction à l'analyse macroéconomique », Wael House for Publishing and Distribution, première édition.
- Mohammed Hussein Al-Wadi, d.et Kazem. Ja, *Macroéconomie, analyse théorique et appliqué*, Dar Al-Masirah pour l'édition ,1427-2007.
- Reinhart and Calvo, (2008), « Exchange Rate Regimes and Unemployment ». *In Open Economies Review*, FMI, Volume 24.
- William C. Byrd, (2003), « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », *Confluence Méditerranée N°45*.

➤ **Mémoires et thèses**

- ACHOUR.T, (2014), « l'analyse de croissance économique en Algérie », thèse de doctorat, université Tlemcen.
- ARHAB. B, (2010), « contribution à la réflexion sur la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage en Algérie : étude analytique et empirique », thèse de doctorat en science économique, université de Bejaia.
- Bachir. A-K, (2003), « les déterminants du chômage en Algérie », thèse de doctorat en statistique et économie appliquées, université d'Alger.
- BENHBIB.A, (2002), « Marché de change informel et Désalignement : le cas du dinar Algérienne », thèse de doctorat, Faculté des sciences économique et gestion, université de Tlemcen.
- BOURICHE. L, (2012-2013), « Les déterminants du chômage en Algérie : une analyse économétrique (1980-2009) », thèse de doctorat, université de Tlemcen.

- LAMIA.B, (2017), « Chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien : analyses multidimensionnelles et expérimentation », thèse de doctorat en science économique, université Paris-EST.
- MESSAR.M, (2006/2007), « Essai de modélisation du comportement du taux de change de Dinar Algérienne (1990-2003) », Thèse de doctorat en science économique, université d'Alger.
- Nadjet. S, (2007), « Essai de détermination de taux de change réel d'équilibre de dinar algérien », thèse de magister, université Bejaia.
- OUMAR.Z, (2016), « les déterminants de choix du régime de change en Algérie », thèse de magister en science économique, université Tizi-Ouzou.
- Saida. Ch., (2011-2012), « les déterminants de taux de change du dinars Algérien et son rôle dans la réalisation de la stabilité économique », thèse de magister du la faculté de science économique, commercial et gestion, spécialité économique.
- Zidat. R, (2017), « le choix d'un régime de change optimale pour Algérie », thèse doctorat en science économique, université Bejaia.

➤ **Les rapports**

- Banque d'Algérie, rapport annuel, 2004
- [Http:// www. Bank –of- Algeria .dz /html /marcheint. Htm](http://www.Bank-of-Algeria.dz/html/marcheint.Htm), consulté le 19 décembre 2015
- République Algérienne, Règlement n°61-94 du 28 septembre 1994 relatif à la gestion de taux de change, journal officiel.
- République Algérienne, règlement n° 95-07 de 23 décembre 1995 relatif au contrôle des changes, journal officiel.
- Algérie, (juin 2014), « évaluation de la stabilité du système financier », rapport du FMI n°14/161.
- Rapport de la Banque d'Algérie, (2005) « Évolution économique et monétaire en Algérie ».
- Rapport de la Banque d'Algérie, (2013), « Activité économique et monétaire en Algérie ».

➤ **Sites internet**

- www.banquemonddiale.org
- www.bank-of-Algeria.dz
- www.memoireonlige.com
- www.ons.dz
- www.imf.org

Annexes

Annexe n°01 : Base de données

| Année | Régime de change | Inflation | Taux de croissance de la balance commerciale | Taux de chômage | Taux de croissance du PIB |
|-------|------------------|-----------|--|-----------------|---------------------------|
| 1970 | 0 | 6.6 | -7.0799 | 22.45 | 8.8626 |
| 1971 | 0 | 2.63 | -9.2212 | 24.2 | -11.3317 |
| 1972 | 0 | 3.66 | -5.2773 | 24.87 | 27.4239 |
| 1973 | 0 | 6.17 | -6.0861 | 23.58 | 3.8131 |
| 1974 | 0 | 4.7 | 3.2592 | 22.48 | 7.4949 |
| 1975 | 0 | 8.23 | -9.2766 | 27.45 | 5.0453 |
| 1976 | 0 | 9.43 | -4.0640 | 27.45 | 8.3867 |
| 1977 | 0 | 11.99 | -11.1537 | 22 | 5.2585 |
| 1978 | 0 | 17.52 | -14.6328 | 19.15 | 9.2148 |
| 1979 | 0 | 11.35 | -1.7174 | 19.15 | 7.4778 |
| 1980 | 0 | 9.52 | 3.9999 | 19.15 | 0.7906 |
| 1981 | 0 | 14.65 | 3.7095 | 19.15 | 2.9999 |
| 1982 | 0 | 6.54 | 1.9267 | 16.3 | 6.4000 |
| 1983 | 0 | 5.97 | 2.1394 | 13.1 | 5.4000 |
| 1984 | 0 | 8.12 | -1.7563 | 8.7 | 5.5999 |
| 1985 | 0 | 10.48 | -3.1582 | 9.7 | 3.6999 |
| 1986 | 0 | 12.37 | -10.3171 | 15.55 | 0.4000 |
| 1987 | 0 | 7.44 | -4.1396 | 21.4 | -0.6999 |
| 1988 | 0 | 5.91 | -7.0958 | 19.95 | -1.0000 |
| 1989 | 0 | 9.3 | -9.8747 | 18.1 | 4.4000 |
| 1990 | 0 | 16.65 | -1.4933 | 19.7 | 0.8000 |
| 1991 | 0 | 25.89 | 5.5180 | 21.2 | -1.2000 |
| 1992 | 0 | 31.67 | 1.4501 | 23.8 | 1.8000 |
| 1993 | 0 | 20.54 | -1.3550 | 23.15 | -2.1000 |
| 1994 | 0 | 29.05 | -3.5229 | 24.36 | -0.8999 |
| 1995 | 1 | 29.78 | -2.8014 | 28.1 | 3.7999 |
| 1996 | 1 | 18.68 | 5.8157 | 27.99 | 4.0999 |
| 1997 | 1 | 5.73 | 9.5687 | 26.41 | 1.0999 |
| 1998 | 1 | 4.95 | 0.0622 | 28.02 | 5.1000 |
| 1999 | 1 | 2.65 | 5.3711 | 29.29 | 3.2000 |
| 2000 | 1 | 0.34 | 21.2810 | 28.89 | 3.8000 |
| 2001 | 1 | 4.23 | 14.6724 | 27.3 | 2.9999 |
| 2002 | 1 | 1.42 | 9.8749 | 25.89 | 5.5999 |
| 2003 | 1 | 4.27 | 14.3728 | 23.71 | 7.2000 |
| 2004 | 1 | 3.96 | 14.4050 | 17.7 | 4.2999 |
| 2005 | 1 | 1.38 | 23.1317 | 15.3 | 5.8999 |
| 2006 | 1 | 2.31 | 26.8913 | 17.7 | 1.7000 |
| 2007 | 1 | 3.67 | 22.1981 | 13.8 | 3.3999 |
| 2008 | 1 | 4.68 | 19.2621 | 11.3 | 2.4000 |
| 2009 | 1 | 5.73 | -0.5810 | 10.2 | 1.6000 |
| 2010 | 1 | 3.71 | 7.0224 | 10 | 3.5999 |
| 2011 | 1 | 4.52 | 10.1019 | 10 | 2.9000 |
| 2012 | 1 | 8.89 | 8.3761 | 10.97 | 3.3999 |
| 2013 | 1 | 3.25 | 2.8089 | 9.81 | 2.8 |
| 2014 | 1 | 2.92 | -1.4390 | 10.2 | 3.7999 |
| 2015 | 1 | 4.78 | -13.3515 | 11.2 | 3.7000 |
| 2016 | 1 | 6.4 | -14.1806 | 10.2 | 3.1999 |

| | | | | | |
|------|---|------|----------|-------|--------|
| 2017 | 1 | 5.59 | -10.0569 | 12 | 1.2999 |
| 2018 | 1 | 4.27 | -6.3249 | 11.89 | 1.2000 |
| 2019 | 1 | 2.2 | -6.4376 | 11.81 | 0.7999 |

Table des matières

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des graphes

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Introduction générale | 01 |
| Chapitre01 : les régimes de changes en Algérie : approche théorique | |
| Introduction..... | 06 |
| Section 01 :Généralité sur les régimes du change | |
| 1-1 les types des régimes de change..... | 07 |
| 1-1-1 Les régimes de change fixe | 07 |
| 1-1-2 Les régimes de change intermédiaires..... | 07 |
| 1-1-3 Les régimes de change flottant..... | 08 |
| 1-2 les avantages et les inconvénients des régimes de change | 08 |
| 1-2-1 les avantages et les inconvénients des régimes fixe..... | 08 |
| A-les avantages..... | 08 |
| B- les inconvénients..... | 09 |
| 1-2-2 les avantages et les inconvénients des régimes intermédiaires..... | 09 |
| A- Les avantages..... | 09 |
| B- Les inconvénients..... | 09 |
| 1-2-3 les avantages et les inconvénients des régimes de change flexible..... | 10 |
| A- les avantages..... | 10 |
| B- Les inconvénients..... | 10 |
| Section 02 : la classification des régimes de change | |
| 2-1 la classification de jure | 11 |
| 2-2 la classification de facto | 15 |
| 2-2-1 La classification de Levy-Yeyati et Sturzenegger (LYS)..... | 15 |
| 2-2-2 La classification de Reinhart et Rogoff (RR)..... | 17 |
| Section 03 : l'évolution de régime de change en Algérie | |
| 3-1 la politique de change en Algérie..... | 19 |
| 3-1-1 Régimes de fixité par rapport à une seule monnaie (1962-1970) | 20 |
| 3-1-2 Régime fixe par rapport à un panier de monnaies (1973 à 1994) | 20 |
| A- Politique de change passive (1973-1986) | 21 |
| B- Politique de change active (1986-1994) | 22 |
| B-1 Les dévaluations rampantes..... | 22 |
| B-2 La première dévaluation officielle..... | 22 |
| B-3 La deuxième dévaluation officielle..... | 23 |
| 3-1-3 Régime de change de flottement géré (de 1994 à nos jours) | 23 |
| 3-1-3-1 le fixing (de septembre 1994 à décembre 1995) | 23 |
| 3-1-3-2 le marché interbancaire des changes (depuis 1995) | 24 |
| 3-2 les marchés de change en Algérie | 26 |

| | |
|---|----|
| 3-2-1 le marché de change officiel..... | 26 |
| 3-2-2 le marché de change parallèle | 27 |
| Conclusion | 29 |
| Chapitre 02 : Régime de change et chômage : socle théorique | |
| Introduction | 31 |
| Section 01 : l'incidence de régime de change sur la performance économique | |
| 1-1 Régime de change et la croissance de PIB..... | 32 |
| 1-1-1 La croissance de PIB..... | 32 |
| 1-1-2 La relation entre les régimes de change et la croissance de PIB..... | 34 |
| 1-2 Régime de change et l'inflation | 36 |
| 1-2-1 Le taux d'inflation..... | 36 |
| 1-2-2 La relation entre les régimes de change et l'inflation..... | 40 |
| 1-3 Régime de change et commerce extérieur | 40 |
| 1-3-1 Commerce extérieur..... | 40 |
| 1-3-2 La relation entre le régime de change et le commerce extérieur..... | 42 |
| 1-4 Régime de change et le taux de chômage..... | 42 |
| 1-4-1 Taux de chômage | 42 |
| 1-4-2 La relation entre les régimes de change et le chômage..... | 44 |
| Section 02 : Généralité sur le chômage | |
| 2-1 la mesure de chômage..... | 45 |
| 2-2 les types de chômage..... | 46 |
| 2-2-1 le chômage frictionnel | 46 |
| A- Le chômage pendant la période de recherche d'emploi..... | 47 |
| B- Le chômage pendant la période d'attente..... | 47 |
| 2-2-2 le chômage structurel | 47 |
| 2-2-3 le chômage conjoncturel | 47 |
| 2-2-4 le chômage saisonnier..... | 48 |
| 2-2-5 le chômage technologique..... | 48 |
| 2-2-6 Chômage technique..... | 48 |
| 2-2-7 le chômage classique..... | 48 |
| 2-2-8 le chômage keynésien | 49 |
| 2-2-9 Le Chômage volontaire | 49 |
| 2-3 Les déterminants de chômeurs..... | 49 |
| 2-3-1 La légalisation | 49 |
| 2-3-2 La croissance démographique | 49 |
| 2-3-3 le solde migratoire | 50 |
| 2-3-4 le niveau d'éducation | 50 |
| 2-3-5 la conjoncture économique..... | 50 |
| 2-3-6 Les niveaux de revenus accumulés | 50 |
| 2-4 les causes et les conséquences de chômage..... | 51 |
| 2-4-1 Les causes de chômage..... | 51 |
| A- Manque de coordination sur le marché de travail | 51 |

| | |
|--|----|
| B- Rôle technologique | 51 |
| C-Manque d'emploi..... | 51 |
| D-Les causes démographiques..... | 52 |
| 2-4-2 les conséquences du chômage | 52 |
| A-Pour les chômeurs | 52 |
| B-Pour les entreprises..... | 53 |
| C-Pour les salariés..... | 53 |
| D-Pour l'état | 53 |
| Section 03 : analyse de relation entre le régime de change et le taux de chômage | |
| 3-1 Analyse théorique..... | 54 |
| 3-2 Analyse empirique | 54 |
| Conclusion..... | 57 |
| Chapitre 03 : Effet des régimes de change sur le chômage en Algérie : | |
| Une analyse en Logit-Probit | |
| Introduction..... | 59 |
| Section 01 : Lamodélisation logistique : Logit-Probit binaire | |
| 1-1 Le modèle Logit | 60 |
| 1-1-1 Estimation du modèle logit | 60 |
| 1-2 Le modèle Probit | 61 |
| 1-2-1 Estimation du modèle Probit..... | 61 |
| 1-3 La comparaison entre le Probit et le logit | 62 |
| Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire | |
| 2-1 le choix des variables..... | 63 |
| 2-1-1 Le taux de croissance de PIB (<i>PIB</i>)..... | 63 |
| 2-1-2 Le taux d'inflation (TAUXINF)..... | 63 |
| 2-1-3 La balance commerciale (BALANCECOMM)..... | 64 |
| 2-1-4 Le taux de chômage (TAUXCHOMAGE)..... | 64 |
| 2-1-5 Le régime de change (REGIMECHANGE)..... | 64 |
| 2-2 Estimation du modèle Logit-Probit sur les variables choisies..... | 64 |
| 2-2-1 Interprétation des résultats du Logit..... | 66 |
| 2-2-2 Interprétation des résultats du Probit..... | 67 |
| 2-3 Estimation du modèle Logit-Probit après suppression de la variable taux d'inflation..... | 67 |
| 2-3-1 Validation statistique de modèle..... | 68 |
| a-Tests de significativité des paramètres | 68 |
| b-Test de significativité global du modèle | 69 |
| 2-3-2 Validation statistique du modèle..... | 70 |
| a-Test de significativité des paramètres..... | 70 |
| b-Test de significativité global de modèle..... | 71 |
| c-Table de prédiction des résultats..... | 71 |
| 2-4 Interprétation économique des résultats..... | 72 |
| Conclusion..... | 74 |
| Conclusion générale..... | 76 |

Résumé

L'objectif de notre étude est de déterminer les effets des régimes de change sur le chômage en Algérie de 1970-2019. Le travail présenté dans ce mémoire, est structuré en trois chapitres. Pour établir cet impact, nous avons utilisé la méthode d'estimation : Logit -Probit binaire. Les variables choisies sont : régime de change fixe et régime de change flottant géré, produit intérieur brut et taux d'inflation, balance commerciale et taux de chômage.

Les résultats d'estimation de modèle Logit-Probit, montre que la variable taux de chômage diminue au cours d'un régime flottant géré pendant la période 1995-2019, cela indique que ce dernier apporte un meilleur résultat en termes de taux de chômage.

Mots clés : régime de change fixe, régime de change flottant géré, taux de chômage, Logit-Probit binaire.

Summary

The objective of our study is to determine the effects of exchange rate regimes on unemployment in Algeria from 1970-2019, the work presented in this thesis is structured in three chapters. To establish this impact, we used the estimation method: binary Logit -Probit, the variables chosen are: fixed exchange rate regime and managed floating exchange rate regime, gross domestic product and inflation rate, trade balance and unemployment rate.

The Logit-Probit model estimation results show that the unemployment rate variable is negatively impacted during a managed floating regime weighting the period 1995-2019; this indicates that the latter brings a better result in terms of unemployment rate. Unemployment.

Keywords: fixed exchange rate regime, managed floating exchange rate regime, unemployment rate, binary Logit-Probit.

ملخص

الهدف من دراستنا هو تحديد آثار أنظمة سعر الصرف على البطالة في الجزائر من 1970-2019، والعمل المقدم في هذه الأطروحة منظم في ثلاثة فصول. لإثبات هذا التأثير، استخدمنا طريقة التقدير: اللوغاريتم الثنائي -الاحتمال، والمتغيرات المختارة هي: نظام سعر الصرف الثابت ونظام سعر الصرف العائم المُدار، والنتائج المحلي الإجمالي ومعدل التضخم، والميزان التجاري ومعدل البطالة. تظهر نتائج تقدير نموذج الاحتمالية اللوجستية أن متغير معدل البطالة قد تأثر سلبًا خلال نظام عائم مُدار يرجح الفترة 1995-2019، مما يشير إلى أن الأخير يحقق نتيجة أفضل من حيث معدل البطالة.

الكلمات الرئيسية: نظام سعر الصرف الثابت، نظام سعر الصرف العائم المُدار، معدل البطالة، احتساب اللوغاريتم الثنائي.